



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°42-25**

Objet : Budget de la commune – Exercice 2025 – Décision modificative n°1

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

L'instruction budgétaire et comptable M57 autorise le conseil municipal à corriger le budget primitif afin de tenir compte des événements de toute nature qui modifient les prévisions faites.

Toutefois, les corrections qui peuvent intervenir s'effectuent dans le respect des principes relatifs à la préparation, au vote et à l'équilibre du budget.

## II. LA PROPOSITION

Dans le cadre du vote du budget réalisé en avril dernier, des régularisations d'écritures de dépenses et de recettes s'imposent.

Les modifications sont détaillées dans le document comptable ci-annexé.

Elles concernent :

### Sur les opérations d'ordre :

- 41 938,03 euros de travaux en régie réalisés en 2024 (recettes en fonctionnement et dépenses en investissement)
- 55 000 euros pour modifier l'imputation de la dépense et du remboursement des travaux SYSEG par PRODEXIA (en dépenses 458104 et recettes 458204)

### Sur le fonctionnement :

- + 2 561,97 euros pour les échanges avec l'Arménie (en dépenses 6251 et en recettes 70878)
- + 5 000 euros pour les intérêts d'emprunt (en dépenses 66111)
- + 6 223 euros pour des titres annulés sur exercices antérieurs (en dépenses 673)
- + 30 715,03 euros sur la masse salariale pour assurer l'équilibre de la section (en dépenses 64111)

Le montant de la section de fonctionnement s'équilibre, avec les opérations d'ordre, en dépenses et recettes à + 44 500 euros par rapport au budget primitif 2025.

### Sur l'investissement :

- + 55 000 € pour modifier l'imputation de la dépense et du remboursement des travaux SYSEG par PRODEXIA (en dépenses 458104 et recettes 458204)
- + 414 000 euros pour les travaux du restaurant scolaire ( en dépenses 2313 – opération 920)
- + 11 000 euros pour des silos OMR à Chablenas (en dépenses 2041582 – opération 162)
- + 37 920 euros pour une étude de programmation de la future salle des fêtes (en dépenses 2031 – opération 917)
- + 40 000 euros pour les travaux de réseaux SYSEG avenue de Verdun (en dépenses 2041582– opération 930)
- + 50 000 euros pour le capital des emprunts (en dépenses 6611)
- - 50 000 euros sur les achats de terrain (en dépenses 2111)
- - 114 000 euros sur le matériel pour le restaurant scolaire (en dépenses 21848 – opération 920)
- - 9 504 euros sur des études (en dépenses 2031)
- - 35 000 euros sur le PLU (en dépenses 2328)
- - 45 000 euros sur les travaux de bâtiments (en dépenses 21351)
- - 48 000 euros sur les travaux de voirie (en dépenses 2151 – opération 162)
  - - 120 000 euros sur les travaux de toiture de La Poste (en dépenses 21352 – opération 918)
  - - 12 000 euros sur l'achat de matériel (en dépenses 2188)

- - 41 354,03 euros sur les travaux de l'église (en dépenses 21611 – opération 924)

Le montant initial (budget primitif 2025) de la section d'investissement reste inchangé.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Pascale DANIEL,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** la décision modificative n°1 du budget de la commune – exercice 2025.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le Maire,



Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Commune : Commune de MORNANT (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21690141300015

POSTE COMPTABLE : Service de Gestion Comptable Givors

**M. 57**

**Décision modificative 1 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : Budget Communal (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



## ARRETE ET SIGNATURES



Présenté par le Maire,  
A Mornant, le 30/06/2025  
Le Maire,

Délibéré par le Conseil Municipal, réuni en session Ordinaire.

A Mornant, le 30/06/2025

Les membres du Conseil Municipal,

Nombre de membres en exercice : 29  
 Nombre de membres présents : 21  
 Nombre de suffrages exprimés : 29  
 VOTES : Pour : 29  
 Contre : 0  
 Abstention : 0

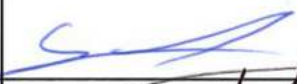

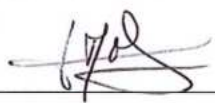

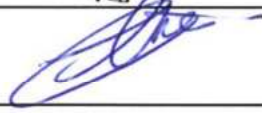





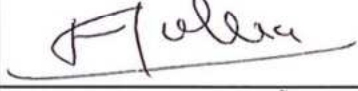


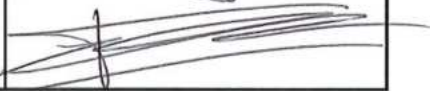
Date de convocation : 24/06/2025

PFEFFER Renaud	
BERRET Patrick	
BIOT Loïc	
BLANCHET Anne	
BONNET-GONNET Patricia	Pouvoir
BREJOT Arnaud	Pouvoir
CAFIERO Serge	
CECILLION Christian	Pouvoir
CHAPOT Pascale	
DANIEL Pascale	
DOUARD Gaël	
DUTEL Alain	
FONTROBERT Jean-François	

Commune de MORNANT - Budget Communal

DM n° 1 2025

## ARRETE ET SIGNATURES

GUERIAUD Raphaëlle	Pouvoir
GUINAND Julie	
HAZOUARD Dominique	 Pouvoir
MACHON Jean-Marc	
MAYOR Dylan	Pouvoir
MERLE Véronique	 Pouvoir
OLTRA Anne-Laurence	
PIQUERAS Laure	
PIVOT Sophie	 Pouvoir
PONCET Sébastien	
PRIVAS-BREAUTE Virginie	
RODRIGUES Dorothée	
RULLIERE Fatira	 Pouvoir
TACCHINI Jocelyne	 Pouvoir
VALETTE Anne-Catherine	
ZIMMERMANN Véronique	

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 07/07/2025 et de la publication le 07/07/2025.

A Mornant, le 07/07/2025



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°43-25**

Objet : Modification et création des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP)

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP).

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.



Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque Autorisation de Programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des Crédits de Paiement. La somme des Crédits de Paiement doit être égale au montant de l'Autorisation de Programme.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune ou à des subventions versées à des tiers.

Le suivi des AP/CP se fera par opérations budgétaires au sens de l'instruction budgétaire M57.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls Crédits de Paiement.

Les Autorisations de Programme peuvent être votées à chaque étape de la procédure budgétaire même si elles n'ont pas été présentées lors du débat d'orientations budgétaires.

Les Crédits de Paiement non utilisés une année devront être repris l'année suivante par délibération du conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.

Toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du conseil municipal.

## **II. LA PROPOSITION**

Il est proposé au conseil municipal de modifier ainsi le tableau des AP/CP en cours :



n° opération	libellé du programme	montant de l'AP en l TTC	montant des CP en € TTC							
			2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
911	Transition énergétique	241010,01				12 574,80	25 235,21	203 200,00		
920	Agrandissement restaurant scolaire	3 249 940,00	11966,52	9 842,70	19 152,00	125 328,63	1251415,50	1808 202,20	24 032,45	
922	Construction d'un espace sportif multi activités (dojo et salles de danse)	4 200 000,00				15 264,00	90 042,82	400 000,00	2 500 000,00	1 194 693,18
923	Parc Saint Charles	2 978 946,39		1147 420,00	1027 118,27	578 907,88	160 500,24	65 000,00		
924	Rénovation patrimoine historique	1500 000,00					0,00	108 645,97	1 391 354,03	
925	équipements sportifs	498 973,00				8 973,00	0,00	490 000,00		
929	Végétalisation cours école + préau	636 314,17			26 308,56	579 512,57	28 549,12	1 943,92		
930	Requalification avenue de Verdun	2 582 892,87			721 576,18	330 662,01	205 295,68	540 000,00	547 870,00	237 489,00
931	subventions façades et OPAH-RL	124 270,38					44 270,38	40 000,00	40 000,00	

De plus, il est proposé de créer une nouvelle AP/CP :

n° opération	libellé du programme	montant de l'AP en l TTC	montant des CP en € TTC				
			2025	2026	2027	2028	2029
917	salle des fêtes	5 000 000,00	37 920,00	62 080,00	300 000,00	2 000 000,00	2 600 000,00

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Pascale DANIEL,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement tels que proposés ci-dessus.

Mornant, le 30 juin 2025.



Le Maire,

Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET

Envoyé en préfecture le 07/07/2025

Reçu en préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025



ID : 069-216901413-20250630-D43\_25-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°44-25**

Objet : Admissions de titres en non-valeur

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Au terme de l'instruction comptable M57 - tome II - titre 3, les demandes d'admission en non-valeur sont formulées par le comptable et soumises à l'assemblée délibérante.

L'admission en non-valeur ne décharge pas le redevable de sa dette mais libère le comptable de son obligation de poursuites. Le recouvrement peut être ultérieurement repris si le débiteur retrouve une situation financière qui le permet.



## II. LA PROPOSITION

Le service de gestion comptable de Givors a transmis plusieurs demandes d'admission en non-valeur afin que le conseil municipal statue sur ces admissions en non-valeur pour mise en débet.

L'ensemble de ces admissions en non-valeur sont jointes à ce rapport pour un montant global de 797,36 €.

En effet, ces différentes personnes ou associations concernées sont redevables des sommes indiquées dans l'annexe de ce rapport.

La commune de Mornant a fait établir un ordre de versement à l'encontre de ces derniers pour régulariser la situation.

Ces différentes personnes ou associations n'ayant effectué aucun versement ni formulé aucune demande de remise gracieuse, le recouvrement a dû être confié à la Direction des Créances Spéciales du Trésor mais ce dernier est définitivement compromis, toutes les voies de recours possibles (compte tenu du montant) s'étant avérées inopérantes.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ACCEPTER** les admissions en non-valeur concernant ce débet pour la somme de 797,36 € (montant restant dû auprès du trésorier) ;
- **DE PRÉCISER** que cette opération constitue une dépense de fonctionnement et que les crédits sont prévus au chapitre 65 du budget 2025 de la commune ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le Maire,

Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



## SGC DE GIVORS

1 RUE JACQUES PREVERT

69700 GIVORS

Tél :04-78-73-03-97

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **14100 – MORNANT****Liste** 7147152433

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A GIVORS, le 04 juin 2025



Karine Lamy

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	0,00 €	
6542	532,40 €	
Total	532,40 €	

A

Le

( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

EXERCICE	REF	REDEVABLE	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments
2019	T-211	DUPONT Laetitia	344,85	Surendettement et d'acception effacement de dette			Envoyé en préfecture le 07/07/2025 Reçu en préfecture le 07/07/2025 Publié le 07/07/2025 ID : 069-216901413-20250630-D44_25-DE
2019	T-330	DUPONT Laetitia	187,55	Surendettement et d'acception effacement de dette			Reçu en préfecture le 07/07/2025 Publié le 07/07/2025 ID : 069-216901413-20250630-D44_25-DE
		DUPONT Laetitia Résultat	532,40 €				
		Grand Somme	532,40 €				

## SGC DE GIVORS

1 RUE JACQUES PREVERT

69700 GIVORS

Tél :04-78-73-03-97

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **14100 – MORNANT****Liste** 7359792433

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A GIVORS, le 04 juin 2025



Karine Lamy

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	264,96 €	
6542	0,00 €	
Total	264,96 €	

A

Le

( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

EXERCICE	REF	REDEVABLE	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments
2024	R-128-267	AMEUR Laura	10,04	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		AMEUR Laura Résultat	10,04 €				
2022	T-515	BLANCHER Jeremy	26,38	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		BLANCHER Jeremy Résultat	26,38 €				
2024	R-128-48	BOIRON Florian	12,64	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		BOIRON Florian Résultat	12,64 €				
2024	R-127-42	CARADEC Laurent	12,70	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		CARADEC Laurent Résultat	12,70 €				
2024	R-126-54	CHARRON Jodie	9,70	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
2024	R-126-54	CHARRON Jodie	14,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		CHARRON Jodie Résultat	23,70 €				
2024	R-128-269	CHAUVY Alexis	2,07	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
2024	R-128-269	CHAUVY Alexis	8,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		CHAUVY Alexis Résultat	10,07 €				
2024	R-128-248	CLAUDET Jean Francois	6,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		CLAUDET Jean Francois Résultat	6,00 €				
2024	R-128-137	COULET Baptiste	2,40	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
2024	R-128-137	COULET Baptiste	11,06	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		COULET Baptiste Résultat	13,46 €				
2023	T-205	DECULTY Amelie	,03	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		DECULTY Amelie Résultat	0,03 €				
2024	R-128-270	ENSELME Chloe	3,30	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
2024	R-128-270	ENSELME Chloe	11,06	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		ENSELME Chloe Résultat	14,36 €				
2024	T-317	FAYOLLE Olga	9,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		FAYOLLE Olga Résultat	9,00 €				
2024	T-158	GRAND Jocelyn	5,25	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		GRAND Jocelyn Résultat	5,25 €				

Envoyé en préfecture le 07/07/2025

Reçu en préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

ID : 069-216901413-20250630-D44\_25-DE

MENT en cas de rejet

Berser  
Levraut



EXERCICE	REF	REDEVABLE	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments
2024	R-128-129	HEUSSNER Lucie	14,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			Envoyé en préfecture le 07/07/2025
		HEUSSNER Lucie Résultat	14,00 €				Reçu en préfecture le 07/07/2025
2024	R-128-93	MARTINEZ FROMAIN Alex	,08	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			Publié le 07/07/2025
2024	R-128-93	MARTINEZ FROMAIN Alex	,32	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			ID : 069-216901413-20250630-D44_25-DE
		MARTINEZ FROMAIN Alex Résultat	0,40 €				
2024	R-128-130	MARTOS Christophe	10,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		MARTOS Christophe Résultat	10,00 €				
2024	T-325	PANZO BASILIO Theodou	27,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		PANZO BASILIO Theodou Résultat	27,00 €				
2023	T-325	PRADINES Alicia	23,00	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		PRADINES Alicia Résultat	23,00 €				
2024	T-282	REMILLIEUX Aurelie	,46	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
2024	T-388	REMILLIEUX Aurelie	10,50	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		REMILLIEUX Aurelie Résultat	10,96 €				
2024	R-128-51	RERAT Benoit	12,64	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		RERAT Benoit Résultat	12,64 €				
2024	R-128-226	SALIGNAT Isabelle	13,40	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		SALIGNAT Isabelle Résultat	13,40 €				
2024	T-221	VEYET Aurelie	9,93	RAR infÃ©rieur seuil poursuite			
		VEYET Aurelie Résultat	9,93 €				
		Grand Somme	264,96 €				



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°45-25**

Objet : Souscription à un emprunt bancaire

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES

Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO

Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT

Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE

Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER

Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN

Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Dans le cadre du vote de son budget principal 2025, le conseil municipal a acté l'inscription à la section d'investissement (chapitre 16) d'un emprunt de 1 900 000 €.

Les travaux de réaménagement de la restauration scolaire arrivent à leur terme. De ce fait, les demandes de paiement des factures s'accroissent.

Il convient donc de souscrire un emprunt.

7 banques ont été consultées : 3 n'ont pas répondu, 1 ne peut pas donner suite actuellement.

Sur les 3 propositions reçues (Banque Populaire, La Banque Postale et la Caisse d'Epargne), il est proposé de retenir l'offre la plus avantageuse (taux d'intérêt, commission d'engagement, ...)

## II. LA PROPOSITION

L'offre la mieux disante a été faite par la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes pour un emprunt de 1 000 000,00 € :

- Durée de 20 ans,
- Taux fixe à 3,69 %
- Échéances trimestrielles
- Base de calcul des intérêts : 30/360
- Mode d'amortissement : constant
- Mise à disposition des fonds immédiate
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance moyennant un préavis au plus tard 30 jours ouvrés et le paiement d'une indemnité actuarielle (non plafonnée)
- Frais de dossier : 0,08 % du montant emprunté, soit 800 € prélevés à la signature du contrat.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

## III. LA DÉCISION

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ACCEPTER** de contracter un prêt de 1 000 000,00 € auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes, selon les conditions indiquées ci-dessus ;
- **DE DONNER** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce dossier et notamment l'offre de prêt ;
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits au budget principal 2025.

Mornant, le 30 juin 2025

Le Maire,



Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



**Direction du Développement Territorial**

Tour INCITY

116 Cours Lafayette, 69003 LYON

Affaire suivie par : A. HABRIAL-MONTAGNON

☎ : 06 17 43 75 53

@ : [alexandra.habrial-montagnon@cera.caisse-epargne.fr](mailto:alexandra.habrial-montagnon@cera.caisse-epargne.fr)

Monsieur le Maire  
Commune de Mornant  
Place de la Mairie 69440 MORNANT

A l'attention de Madame Pascale Daniel

Objet : Offre de Financement

À Lyon, le **23 juin 2025**

Monsieur Le Maire

Vous avez bien voulu consulter la Caisse d'Épargne Rhône Alpes pour financer vos investissements et nous vous en remercions.

Nous vous prions de trouver ci-joint notre offre de prêt à hauteur de **1 000 000 €** dont les caractéristiques et conditions financières vous sont précisées dans la fiche ci-jointe.

**Vous voudrez bien noter que cette offre reste conditionnée à l'accord définitif de notre établissement et que les conditions financières indicatives sont valables jusqu'au 27 juin 2025.**

Dans l'attente de votre décision, nous nous tenons à votre entière disposition pour tout échange complémentaire.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de notre sincère considération.

Alexandra HABRIAL-MONTAGNON  
*Chargé d'Affaires*  
*Secteur Public Territorial*

**Proposition de financement**  
**Taux Fixe**

**Financement :**

- ✓ **Montant du financement** : 1 000 000 €
- ✓ **Durée amortissement** : 20 ans
- ✓ **Amortissement** : Constant
- ✓ **Périodicité** : Trimestrielle
- ✓ **Mise à disposition des fonds** : Sous 03 mois
- ✓ **Commission d'engagement** : 0,08% du montant financé avec un minimum de 500€
- ✓ **Base de calcul des intérêts** : 30 / 360

➤ **Conditions financières :**

DUREE	20 ans
TAUX D'INTERET	3,69%

- ✓ Remboursement anticipé : possible à chaque échéance moyennant un préavis et le paiement d'une indemnité actuarielle (non plafonnée).

- Conditions financières valables jusqu'au **27 juin 2025**.
- Proposition réalisée sous réserve de l'accord du comité de crédit de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes.

# Simulation d'un crédit pour un professionnel ou une personne morale

Agent: ME HABRIAL-MONTAGNON ALEXANDRA

Montant souhaité :	1 000 000,00 €	Echéance (Amortissement linéaire) :	
Durée totale :	240 mois	Hors assurances :	21 725,00 €
Amortissement :	240 mois	Avec assurances :	21 725,00 €
Taux unique :	3,69 %	Frais :	
Base de calcul :	30/360	Dossier :	800,00 €
		Garantie :	0,00 €
Périodicité :	Trimestrielle	Coût total :	374 412,60 €
Assurances (Calcul sur capital initial) :		Intérêts :	373 612,60 €
Montant périodique :	0,00 €	Assurances :	0,00 €
		Frais :	800,00 €
		TEG :	3,7000 %

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
1	23/09/2025	21 725,00	12 500,00	9 225,00	0,00	987 500,00	0,00
2	23/12/2025	21 609,69	12 500,00	9 109,69	0,00	975 000,00	0,00
Année : 1	2025	43 334,69	25 000,00	18 334,69	0,00		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
3	23/03/2026	21 494,38	12 500,00	8 994,38	0,00	962 500,00	0,00
4	23/06/2026	21 379,06	12 500,00	8 879,06	0,00	950 000,00	0,00
5	23/09/2026	21 263,75	12 500,00	8 763,75	0,00	937 500,00	0,00
6	23/12/2026	21 148,44	12 500,00	8 648,44	0,00	925 000,00	0,00
Année : 2	2026	85 285,63	50 000,00	35 285,63	0,00		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
7	23/03/2027	21 033,13	12 500,00	8 533,13	0,00	912 500,00	0,00
8	23/06/2027	20 917,81	12 500,00	8 417,81	0,00	900 000,00	0,00
9	23/09/2027	20 802,50	12 500,00	8 302,50	0,00	887 500,00	0,00
10	23/12/2027	20 687,19	12 500,00	8 187,19	0,00	875 000,00	0,00
<b>Année : 3</b>	<b>2027</b>	<b>83 440,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>33 440,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
11	23/03/2028	20 571,88	12 500,00	8 071,88	0,00	862 500,00	0,00
12	23/06/2028	20 456,56	12 500,00	7 956,56	0,00	850 000,00	0,00
13	23/09/2028	20 341,25	12 500,00	7 841,25	0,00	837 500,00	0,00
14	23/12/2028	20 225,94	12 500,00	7 725,94	0,00	825 000,00	0,00
<b>Année : 4</b>	<b>2028</b>	<b>81 595,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>31 595,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
15	23/03/2029	20 110,63	12 500,00	7 610,63	0,00	812 500,00	0,00
16	23/06/2029	19 995,31	12 500,00	7 495,31	0,00	800 000,00	0,00
17	23/09/2029	19 880,00	12 500,00	7 380,00	0,00	787 500,00	0,00
18	23/12/2029	19 764,69	12 500,00	7 264,69	0,00	775 000,00	0,00
<b>Année : 5</b>	<b>2029</b>	<b>79 750,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>29 750,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
19	23/03/2030	19 649,38	12 500,00	7 149,38	0,00	762 500,00	0,00
20	23/06/2030	19 534,06	12 500,00	7 034,06	0,00	750 000,00	0,00
21	23/09/2030	19 418,75	12 500,00	6 918,75	0,00	737 500,00	0,00
22	23/12/2030	19 303,44	12 500,00	6 803,44	0,00	725 000,00	0,00
<b>Année : 6</b>	<b>2030</b>	<b>77 905,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>27 905,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
23	23/03/2031	19 188,13	12 500,00	6 688,13	0,00	712 500,00	0,00
24	23/06/2031	19 072,81	12 500,00	6 572,81	0,00	700 000,00	0,00
25	23/09/2031	18 957,50	12 500,00	6 457,50	0,00	687 500,00	0,00
26	23/12/2031	18 842,19	12 500,00	6 342,19	0,00	675 000,00	0,00
<b>Année : 7</b>	<b>2031</b>	<b>76 060,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>26 060,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
27	23/03/2032	18 726,88	12 500,00	6 226,88	0,00	662 500,00	0,00
28	23/06/2032	18 611,56	12 500,00	6 111,56	0,00	650 000,00	0,00
29	23/09/2032	18 496,25	12 500,00	5 996,25	0,00	637 500,00	0,00
30	23/12/2032	18 380,94	12 500,00	5 880,94	0,00	625 000,00	0,00
<b>Année : 8</b>	<b>2032</b>	<b>74 215,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>24 215,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
31	23/03/2033	18 265,63	12 500,00	5 765,63	0,00	612 500,00	0,00
32	23/06/2033	18 150,31	12 500,00	5 650,31	0,00	600 000,00	0,00
33	23/09/2033	18 035,00	12 500,00	5 535,00	0,00	587 500,00	0,00
34	23/12/2033	17 919,69	12 500,00	5 419,69	0,00	575 000,00	0,00
<b>Année : 9</b>	<b>2033</b>	<b>72 370,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>22 370,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
35	23/03/2034	17 804,38	12 500,00	5 304,38	0,00	562 500,00	0,00
36	23/06/2034	17 689,06	12 500,00	5 189,06	0,00	550 000,00	0,00
37	23/09/2034	17 573,75	12 500,00	5 073,75	0,00	537 500,00	0,00
38	23/12/2034	17 458,44	12 500,00	4 958,44	0,00	525 000,00	0,00
<b>Année : 10</b>	<b>2034</b>	<b>70 525,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>20 525,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
39	23/03/2035	17 343,13	12 500,00	4 843,13	0,00	512 500,00	0,00
40	23/06/2035	17 227,81	12 500,00	4 727,81	0,00	500 000,00	0,00
41	23/09/2035	17 112,50	12 500,00	4 612,50	0,00	487 500,00	0,00
42	23/12/2035	16 997,19	12 500,00	4 497,19	0,00	475 000,00	0,00
<b>Année : 11</b>	<b>2035</b>	<b>68 680,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>18 680,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
43	23/03/2036	16 881,88	12 500,00	4 381,88	0,00	462 500,00	0,00
44	23/06/2036	16 766,56	12 500,00	4 266,56	0,00	450 000,00	0,00
45	23/09/2036	16 651,25	12 500,00	4 151,25	0,00	437 500,00	0,00
46	23/12/2036	16 535,94	12 500,00	4 035,94	0,00	425 000,00	0,00
<b>Année : 12</b>	<b>2036</b>	<b>66 835,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>16 835,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
47	23/03/2037	16 420,63	12 500,00	3 920,63	0,00	412 500,00	0,00
48	23/06/2037	16 305,31	12 500,00	3 805,31	0,00	400 000,00	0,00
49	23/09/2037	16 190,00	12 500,00	3 690,00	0,00	387 500,00	0,00
50	23/12/2037	16 074,69	12 500,00	3 574,69	0,00	375 000,00	0,00
<b>Année : 13</b>	<b>2037</b>	<b>64 990,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>14 990,63</b>	<b>0,00</b>		



Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
51	23/03/2038	15 959,38	12 500,00	3 459,38	0,00	362 500,00	0,00
52	23/06/2038	15 844,06	12 500,00	3 344,06	0,00	350 000,00	0,00
53	23/09/2038	15 728,75	12 500,00	3 228,75	0,00	337 500,00	0,00
54	23/12/2038	15 613,44	12 500,00	3 113,44	0,00	325 000,00	0,00
<b>Année : 14</b>	<b>2038</b>	<b>63 145,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>13 145,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
55	23/03/2039	15 498,13	12 500,00	2 998,13	0,00	312 500,00	0,00
56	23/06/2039	15 382,81	12 500,00	2 882,81	0,00	300 000,00	0,00
57	23/09/2039	15 267,50	12 500,00	2 767,50	0,00	287 500,00	0,00
58	23/12/2039	15 152,19	12 500,00	2 652,19	0,00	275 000,00	0,00
<b>Année : 15</b>	<b>2039</b>	<b>61 300,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>11 300,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
59	23/03/2040	15 036,88	12 500,00	2 536,88	0,00	262 500,00	0,00
60	23/06/2040	14 921,56	12 500,00	2 421,56	0,00	250 000,00	0,00
61	23/09/2040	14 806,25	12 500,00	2 306,25	0,00	237 500,00	0,00
62	23/12/2040	14 690,94	12 500,00	2 190,94	0,00	225 000,00	0,00
<b>Année : 16</b>	<b>2040</b>	<b>59 455,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>9 455,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
63	23/03/2041	14 575,63	12 500,00	2 075,63	0,00	212 500,00	0,00
64	23/06/2041	14 460,31	12 500,00	1 960,31	0,00	200 000,00	0,00
65	23/09/2041	14 345,00	12 500,00	1 845,00	0,00	187 500,00	0,00
66	23/12/2041	14 229,69	12 500,00	1 729,69	0,00	175 000,00	0,00
<b>Année : 17</b>	<b>2041</b>	<b>57 610,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>7 610,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
67	23/03/2042	14 114,38	12 500,00	1 614,38	0,00	162 500,00	0,00
68	23/06/2042	13 999,06	12 500,00	1 499,06	0,00	150 000,00	0,00
69	23/09/2042	13 883,75	12 500,00	1 383,75	0,00	137 500,00	0,00
70	23/12/2042	13 768,44	12 500,00	1 268,44	0,00	125 000,00	0,00
<b>Année : 18</b>	<b>2042</b>	<b>55 765,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>5 765,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
71	23/03/2043	13 653,13	12 500,00	1 153,13	0,00	112 500,00	0,00
72	23/06/2043	13 537,81	12 500,00	1 037,81	0,00	100 000,00	0,00
73	23/09/2043	13 422,50	12 500,00	922,50	0,00	87 500,00	0,00
74	23/12/2043	13 307,19	12 500,00	807,19	0,00	75 000,00	0,00
<b>Année : 19</b>	<b>2043</b>	<b>53 920,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>3 920,63</b>	<b>0,00</b>		

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
75	23/03/2044	13 191,88	12 500,00	691,88	0,00	62 500,00	0,00
76	23/06/2044	13 076,56	12 500,00	576,56	0,00	50 000,00	0,00
77	23/09/2044	12 961,25	12 500,00	461,25	0,00	37 500,00	0,00
78	23/12/2044	12 845,94	12 500,00	345,94	0,00	25 000,00	0,00
<b>Année : 20</b>	<b>2044</b>	<b>52 075,63</b>	<b>50 000,00</b>	<b>2 075,63</b>	<b>0,00</b>		

Envoyé en préfecture le 02/07/2025


Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le 02/07/2025

ID : 069-216901413-20250630-D45\_25-DE

Page 7/7

Le 23/06/2025 12:04:43



CAISSE  
D'ÉPARGNE

Rhône Alpes

Agence : TERRITOIRE RHONE (3872101)

☎0472602000

Document non contractuel

Rang	Date d'échéance	Echéance	Amortissement	Intérêts	Accessoires	CRD	Intérêts reportés
79	23/03/2045	12 730,63	12 500,00	230,63	0,00	12 500,00	0,00
80	23/06/2045	12 615,31	12 500,00	115,31	0,00	0,00	0,00
Année : 21	2045	25 345,94	25 000,00	345,94	0,00		

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES - CERA (Caisse d'épargne Rhône Alpes), Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier, société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance au capital de 1 150 000 000 euros, dont le siège social est situé 116, Cours Lafayette - BP 3276 - 69404 LYON cedex 03, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 384 006 029, Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n°07 004 760 et titulaire de l'identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581\_01QHNQ (BPCE-SIRET 493 455 042).



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°46-25**

Objet : Mise en place de l'indemnité de maniement de fonds

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

En application de l'article L. 714-4 du Code général de la fonction publique, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires de leurs agents dans la limite de ceux dont bénéficient les agents de l'État.

Pour la fonction publique d'État, les règles relatives au RIFSEEP sont précisées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel



dans la fonction publique de l'État. L'article 5 de ce décret dispose que « l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ».

Ces indemnités et primes sont listées à l'article 1 de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

Depuis le 31 janvier 2025, conformément à l'article 1 de l'arrêté du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015, l'indemnité de maniement de fonds fait expressément partie des exceptions visées par l'arrêté du 27 août 2015 et peut donc se cumuler avec les indemnités du RIFSEEP pour les agents territoriaux lorsqu'ils exercent des fonctions de régisseur.

Conformément aux principes régissant le régime indemnitaire, le versement de l'indemnité de maniement de fonds aux régisseurs et aux mandataires-suppléants est facultatif et son taux est fixé par délibération de la collectivité.

## II. LA PROPOSITION

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 06 juin 2025, il est proposé de mettre en place l'indemnité de maniement de fonds à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025 en se référant aux taux maximum en vigueur prévus par arrêté ministériel (arrêté du 28 mai 1993 et arrêté du 14 juin 1985).

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	<b>110</b>
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	<b>110</b>
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 000 à 4 600	<b>120</b>
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	<b>140</b>

De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	<b>160</b>
De 12 200 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	<b>200</b>
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	<b>320</b>

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** la mise en place de l'indemnité de maniement de fonds pour les régisseurs ;
- **DE DIRE** que les crédits seront prévus au budget principal de la commune ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette délibération.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le Maire,



Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,



Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°47-25**

Objet : Modification des tarifs municipaux - Prêt de matériel

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Afin de respecter la réglementation qui interdit de conserver des chèques de caution sans les encaisser, la décision a été prise de ne plus en demander dans le cadre du prêt de matériel aux associations et aux particuliers. Cela permettra également de ne pas générer de surcroît de travail pour le service finances avec des entrées-sorties de fonds.

Il convient donc d'annuler les tarifs de caution qui apparaissent dans les tarifs communaux et de déterminer un tarif de remboursement du matériel en cas de détérioration, de perte ou de non-restitution. La facturation de ces sommes sera faite



par le service finances par le biais d'un titre comptable dans le cas où l'assurance de l'emprunteur ne couvrirait pas les frais.

## II. LA PROPOSITION

Il convient donc de mettre à jour les tarifs avec les montants de remplacement du matériel prêté :

Matériel	Montant de remplacement
Sono	2 000 €
Vidéoprojecteur	1 000 €
Ecran blanc portatif	500 €
Chapiteau 5x12 mètres à l'unité	5 640 €
Vitabris	1 300 €
Poids de lestage pour vitabris (lot de 4)	300 €
Table	110 €
Banc	50 €
Panneau de signalisation	100 €
Podium mobile couvert	20 000 €
Podium modulable	6 000 €

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

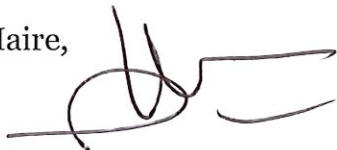
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** les nouveaux tarifs de remplacement du matériel prêté.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le Maire,



Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,



Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.







Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°48-25**

Objet : Convention de reversement du produit de la vente des Certificats d'Economies d'Energies (CEE) entre la commune de Mornant et le SYDER

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique et fondant le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie pour les personnes dont les ventes annuelles d'énergie sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat.

Le SYDER, établissement public de coopération local, exerce une pluralité de compétences dans le domaine de l'énergie en général et de la production d'énergie renouvelable en particulier. A cet égard, il obtient des CEE à partir d'économie d'énergies réalisées sur le territoire des communes adhérentes, tout particulièrement

en matière d'éclairage public. N'étant pas soumis à obligation d'économies d'énergie, il a néanmoins la possibilité d'en détenir et d'en vendre, et est dénommé à ce titre « éligible ».

Par une délibération du 11 juin 2024, le Comité syndical du SYDER a décidé de reverser au budget des communes les sommes perçues par le SYDER sur la vente des CEE obtenus pour la rénovation du parc d'éclairage public.

La somme à reverser à la commune de Mornant s'élève à 3 080,90 €.

Dans ces conditions, il convient donc de définir par voie de convention les modalités de reversement par le SYDER à la commune du produit de la vente des CEE.

## II. LA PROPOSITION

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec le SYDER afin de permettre le reversement à la commune de Mornant de la somme perçue par le SYDER au titre de la vente des CEE obtenus par le syndicat pour les opérations de rénovation d'éclairage public réalisées sur son propre territoire et situées sur le territoire de la commune.

Toute modification législative, réglementaire ou conjoncturelle du dispositif des CEE devra faire l'objet d'un avenant.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe, organisant les modalités de reversement à la commune de Mornant de la somme perçue par le SYDER au titre de la vente des Certificats d'Economies d'Energies obtenus par le SYDER ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ou tout acte afférent à ce dossier ;
- **DE DIRE** que les recettes seront inscrites au budget principal de la commune.

Mornant, le 30 juin 2025.



Le Maire,

Renaud PFEFFER

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



**CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA VENTE DES CEE****Entre la commune de MORNANT et le SYDER****ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

Le Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER), dont le siège est situé 61 Chemin du Moulin Carron à Dardilly (69570), identifié au répertoire SIREN sous le numéro 200 089 720, représenté par Monsieur Malik HECHAÏCHI, son Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération de son Comité syndical en date du 24 septembre 2024, ci-après désigné par « le SYDER »,

Et

La commune de MORNANT

dont le siège est situé place de la Mairie 69 440 MORNANT

identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 216 901 413,

représentée par son Maire en exercice, Renaud PFEFFER, dûment habilité(e) aux fins des présentes par délibération du conseil municipal en date du 30/06/25 ci-après désignée par « la commune »

La Collectivité et le Syndicat sont ci-après dénommés l'un ou l'autre, individuellement la « Partie », ou conjointement les « Parties ».

Vu la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique et fondant le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) ;

Vu l'article L. 221-1 du Code de l'énergie, définissant les personnes dont les ventes annuelles d'énergie sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat comme des « obligés » devant réaliser des économies d'énergies ;

Vu l'article L. 221-7 du Code de l'énergie, stipulant que les collectivités publiques ne sont pas soumises à obligations d'énergie mais peuvent obtenir des CEE à partir d'opérations d'économies d'énergie réalisées sur leur propre patrimoine ou dans le cadre de leurs compétences, et sont à ce titre définies comme des « éligibles » ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2014 et ses versions modifiées définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;

Vu les statuts du SYDER, notamment l'article 2.3.4 permettant au syndicat d'organiser et de mettre en œuvre une politique de gestion mutualisée des CEE ;

Vu la délibération du Comité syndical n° CS\_2024\_052 du 11 juin 2024 autorisant le Président du SYDER à signer les Ordres de Transfert pour la vente des CEE au moment jugé le plus opportun et autorisant le SYDER à reverser au budget des communes les sommes d'argent obtenues dans le cadre de la vente des CEE ;

Vu la délibération du Bureau syndical n° BS\_2024\_097 du 12 novembre 2024 organisant les modalités de reversement du produit de la vente de CEE entre le SYDER et ses collectivités adhérentes,



## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique et fondant le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie pour les personnes dont les ventes annuelles d'énergie sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat. Cette obligation est fixée par périodes pluriannuelles, généralement trois à quatre ans.

Le SYDER, établissement public de coopération local, exerce une pluralité de compétences dans le domaine de l'énergie en général et de la production d'énergie renouvelable en particulier. A cet égard, il obtient des CEE à partir d'opérations d'économies d'énergies réalisées sur le territoire des communes adhérentes, tout particulièrement en matière d'éclairage public. N'étant pas soumis à obligation d'économies d'énergie, il a néanmoins la possibilité d'en détenir et d'en vendre, et est dénommé à ce titre « *éligible* ».

Par une délibération du 11 juin 2024, le Comité syndical du SYDER a décidé de reverser au budget des communes les sommes perçues par le SYDER sur la vente des CEE obtenus pour la rénovation du parc d'éclairage public.

Dans ces conditions, il convient donc de définir par voie de convention les modalités de reversement par le SYDER à la commune du produit de la vente de ces CEE.

## CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

### Article 1. Objet de la convention

La présente convention organise les modalités de reversement à la commune de **MORNANT** de la somme perçue par le SYDER au titre de la vente des CEE obtenus par le Syndicat pour les opérations de rénovation d'éclairage public réalisées sur son propre patrimoine et situées sur le territoire de cette commune.

### Article 2. Typologie des opérations concernées

Les opérations d'économies d'énergie dont le produit de la vente entre dans le champ de la présente convention sont les opérations standardisées réalisées par le SYDER sur ses biens propres, répondant aux conditions énoncées dans la fiche d'opération standardisée RES-EC-104 « Rénovation d'éclairage extérieur », et pour lesquels le SYDER a déposé une demande de CEE auprès du Pôle National des Certificats d'Economie d'Energie (PNCEE) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### Article 3. Durée de la convention

La présente convention sera exécutoire après signature des parties et s'éteindra à l'initiative du SYDER, qui en informera, dans un délai raisonnable, les collectivités cocontractantes.

Dans le cas où une modification législative, réglementaire ou conjoncturelle du dispositif des CEE aurait pour effet la remise en cause des clauses de la présente convention, celle-ci fera l'objet d'un avenant à l'initiative du SYDER qui en informera la commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le SYDER ou la commune peut à tout moment mettre un terme à la présente convention par courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'autre partie, la résiliation étant effective à compter de la date de réception dudit courrier.

Quel qu'en soit le motif, en cas d'avenant ou de résiliation anticipée de la présente convention, les stipulations afférentes n'auront d'effet que pour l'avenir et ne porteront pas sur les procédures déjà engagées en vue de la valorisation financière des CEE. Les procédures déjà engagées à la date d'effet de

l'avenant ou de la notification de résiliation par l'une ou l'autre des deux parties, seront donc menées à leur terme selon les modalités en vigueur de la présente convention à cette date.

#### **Article 4. Engagements du SYDER**

Le SYDER s'engage dès la vente effective des CEE à reverser à la commune de MORNANT la totalité de la somme perçue au titre de la vente des CEE correspondant aux opérations définies aux articles 1 et 2 de la présente convention. Le SYDER fera parvenir à la commune un document stipulant le volume de CEE vendus et le prix de vente du MWh cumac.

Si les circonstances le justifient, le SYDER pourra décider de mettre en place des frais de gestion liés à la prise en charge de ce service au profit des communes.

#### **Article 5. Engagements de la commune**

La commune reconnaît que le SYDER est seul décisionnaire quant aux conditions de vente des CEE issus des opérations menées par le Syndicat sur son propre patrimoine, et notamment quant au prix de vente unitaire du MWh cumac, au volume de CEE vendus, à l'identité de l'acheteur et au moment de mise en vente des CEE.

#### **Article 6. Modalités de reversement**

Les sommes récoltées par la vente des CEE obtenus grâce à la réalisation d'opérations de rénovation d'éclairage public ou de travaux sur le réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la commune seront reversées à celle-ci.

Chaque commune décidera librement de l'affectation des sommes qui lui seront redistribuées.

#### **Article 7. Modification de la convention**

Toute modification des termes de la présente convention ne pourra résulter que d'un document écrit et exprès et ce, sous forme d'avenant.

#### **Article 8. Résiliation de la convention**

La convention peut être résiliée soit unilatéralement pour un motif d'intérêt général, soit d'un commun accord.

En cas de résiliation d'un commun accord, les parties s'obligent à trouver une entente organisant la fin de la convention, qui prendra la forme d'un écrit.

La présente convention peut également être résiliée après mise en demeure par écrit pour défaut d'exécution des obligations d'une des parties à la convention.

#### **Article 9. Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, la commune de MORNANT et le SYDER font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

**Article 10. Règlement des litiges**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les différends relatifs à la présente convention préalablement à toute action contentieuse.

En cas d'échec de la conciliation amiable, tous les litiges dont pourraient faire l'objet l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69003 LYON)

**Article 11. Entrée en vigueur de la convention**

La présente convention entrera en vigueur après signature par les Parties, à la date d'acquisition de son caractère exécutoire par transmission au contrôle de légalité.

Fait en deux exemplaires originaux à Dardilly, le

Pour la Commune de MORNANT

Le Maire,

Pour le SYDER

Le Président,

Malik HECHAÏCHI



**COMMUNE de Mornant**

**DETAILS DU PRODUIT DE LA VENTE DES CERTIFICATS D'ECONOMIE  
D'ENERGIE SUR LA RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC**

Fiche standardi sée	Type de point	Nombre de points	kWh Cumac par point	Total kWh Cumac	Total MWh cumac	Prix Vente MWh cumac	Total vente
RES-EC- 104	Point lumineux	35	9300	325500	325,5	8,08 €	2630,04 €
RES-EC- 104	Point lumineux	6	9300	55800	55,8	8,08 €	450,864 €

**Somme à reverser : 3080,9 €**





Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°49-25**

Objet : Recomposition du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Mornantais pour le mandat 2026-2032 - Approbation d'un accord local pour la fixation du nombre et la répartition des sièges

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.5211-6-1,

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour l'année 2025,

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2019-10-03-005 en date du 3 octobre 2019 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO),



Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) validés par arrêté préfectoral n° 69-2024-09-24-00001 en date du 24 septembre 2024,

Considérant que, conformément aux termes de l'article L5211-6-1 précité, les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre doivent faire l'objet d'une recomposition dans l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux,

Considérant que deux hypothèses sont possibles pour déterminer le nombre de sièges du Conseil Communautaire et leur répartition entre les communes membres (application des règles de l'article L5211-6-1 précité sur la base de la population municipale authentifiée en vigueur au 1er janvier 2025) :

- Soit la gouvernance est établie selon les modalités de droit commun, soit 32 sièges pour la COPAMO, répartis comme suit, conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT :

Communes	Droit commun
MORNANT	7
SOUCIEU-EN-JARREST	5
CHABANIERE	4
BEAUVALLON	4
TALUYERS	3
ORLIENAS	3
SAINT-LAURENT-D'AGNY	2
CHAUSSAN	1
RON TALON	1
RIVERIE	1
SAINT-ANDRE-LA-COTE	1
Total	32

- Soit la gouvernance est définie sur la base d'un accord local, les conseils municipaux des communes membres devant délibérer avant le 31 août 2025, sur la base d'une proposition émanant de l'EPCI.

L'accord local permet de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté de communes doivent approuver une composition du conseil communautaire respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. Les délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse.

L'accord local et la composition en résultant seront constatés par un arrêté préfectoral qui interviendra au plus tard le 31 octobre 2025. Si aucun accord local n'a été défini avant le 31 août 2025, c'est la composition résultant de l'application des règles du droit commun qui sera arrêtée par madame la Préfète.

Considérant que, compte tenu de l'évolution démographique peu significative des communes membres et du bilan positif de la gouvernance retenue en 2019, la conférence des maires réunie le 9 avril 2025 a proposé, à l'unanimité de ses membres, de conserver un nombre de sièges égal à 37, avec une répartition entre les 11 communes telle que définie par l'accord local actuellement en vigueur, à savoir :

Communes	Représentation proposée
MORNANT	7
SOUCIEU-EN-JARREST	5
CHABANIERE	5
BEAUVALLON	5
TALUYERS	3
ORLIENAS	3
SAINT-LAURENT-D'AGNY	3
CHAUSSAN	2
RON TALON	2
RIVERIE	1
SAINT-ANDRE-LA-COTE	1
Total	37

Il est précisé que, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes représentées par un seul conseiller communautaire disposent d'un conseiller communautaire suppléant.

**II. LA PROPOSITION**

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la COPAMO.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** l'accord local pour la reconstitution du Conseil Communautaire de la COPAMO à compter de mars 2026 fixant le nombre et la répartition des sièges comme suit :

Communes	Représentation par accord local
MORNANT	7
SOUCIEU-EN-JARREST	5
CHABANIERE	5
BEAUVALLON	5
TALUYERS	3
ORLIENAS	3
SAINT-LAURENT- D'AGNY	3
CHAUSSAN	2
RONTALON	2
RIVERIE	1
SAINT-ANDRE-LA- COTE	1
Total	37

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire de notifier cette délibération à Monsieur le Président de la COPAMO et d'accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,



Le Maire,

Renaud PFEFFER

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.





Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°50-25**

Objet : Présentation du Rapport Social Unique (RSU) au titre de l'année 2024

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique crée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, un Rapport Social Unique (RSU) qui s'appuie sur une base de données sociales.

Les administrations doivent élaborer chaque année un RSU rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion, déterminant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque administration, collectivité territoriale et établissement public.

Le RSU annexé au présent rapport est établi autour de différentes thématiques comme l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail...

Cela permet d'apprécier la caractéristique des emplois et la situation des agents, de comparer la situation des hommes et des femmes et de suivre l'évolution de cette situation.

Il constitue ainsi l'outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial.

Ce Rapport Social Unique est présenté pour avis au Comité Social Territorial (CST) et doit être rendu public dans un délai de 60 jours à compter de sa présentation.

## II. LA PROPOSITION

Après avis favorable du Comité Social Territorial en date du 06 juin 2025 ;

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Anne-Catherine VALETTE,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE PRENDRE ACTE** du Rapport Social Unique au titre de l'année 2024.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,



Le Maire,

Renaud PFEFFER

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Envoyé en préfecture le 07/07/2025

Reçu en préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

ID : 069-216901413-20250630-D50\_25-DE

Berger  
Levrault



# Rapport Social Unique

---

**VILLE DE MORNANT**  
**2024**

Édition avril 2025

## PRÉAMBULE

Dans le contexte d'une collectivité territoriale en France, un rapport social unique (RSU) est un document obligatoire qui remplace depuis 2021 plusieurs rapports sociaux préexistants, dont notamment le bilan social (décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020).

Le RSU présente des données et informations relatives à la gestion des ressources humaines de la collectivité territoriale, comprenant notamment :

- Les effectifs et leurs répartitions (par statut, âge, sexe, filière, etc.)
- Les recrutements et les départs
- Les parcours professionnels et la formation
- Les rémunérations
- La santé et la sécurité au travail
- Le dialogue social
- L'action sociale et la protection sociale
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Ce document est élaboré annuellement. Il doit être présenté au comité social territorial (CST) de la collectivité. Ce rapport est rendu public par l'autorité compétente sur son site internet ou, à défaut, par tout autre moyen permettant d'en assurer la diffusion au plus tard avant la fin de la période annuelle suivant celle à laquelle il se rapporte,

Il constitue un outil de transparence et de pilotage des ressources humaines, permettant d'analyser les évolutions et de définir des politiques adaptées aux besoins de la collectivité.

Le RSU alimente la définition des lignes directrices de gestion, qui déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines de la collectivité.

Le RSU s'inscrit donc dans une démarche de simplification administrative et vise à fournir une vision globale et cohérente de la politique RH de la collectivité territoriale.

## SOMMAIRE

### ➔ SYNTHÈSE ILLUSTRÉE ..... Page 4

Les données sociales 2024 : les chiffres clés

### ➔ TABLEAUX DÉTAILLÉS ..... Page 8

#### EMPLOI ..... Page 8

1. Nombre d'agents occupant un emploi fonctionnel rémunérés au 31/12/24, par statut d'origine, cadre d'emplois, sexe et grade de détachement : Fonctionnaires de la fonction publique territoriale
2. Nombre de fonctionnaires occupant un emploi permanent rémunérés au 31/12/24 par filière, cadre d'emplois et grade, selon les caractéristiques de l'emploi et selon le sexe.
3. Nombre de fonctionnaires en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) dans l'année, déclinée par filière, catégorie hiérarchique et par sexe
4. Indicateur de volume des agents contractuels occupant un emploi permanent rémunérés au 31/12/24 par filière et cadre d'emplois, selon le type de contrat et le type de recrutement
5. Nombre de contractuels en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) dans l'année par filière déclinée par catégorie et par sexe
6. Répartition par sexe et tranche d'âge des effectifs des fonctionnaires et des contractuels présents dans les effectifs au 31/12/24
7. Nombre d'agents selon les positions statutaires particulières et par sexe au 31/12/24 originaires de la collectivité

## **RECRUTEMENT** ..... Page 12

1. Arrivées de fonctionnaires dans l'année, par cadre d'emplois, selon le motif de recrutement
2. Recrutements de remplaçants, réintégrations et retours
3. Recrutements sur emploi permanent (hors remplaçants, réintégrations et retours)

## **PARCOURS PROFESSIONNELS** ..... Page 13

1. Fonctionnaires par motifs de départs, par catégorie hiérarchique et par sexe
2. Titularisations et stages au cours de l'année
3. Nombre de fonctionnaires ayant connu un avancement au cours de l'année
4. Recenser le nombre d'avancements de grade dans l'année par filière et catégorie hiérarchique

## **ORGANISATION DU TRAVAIL** ..... Page 15

1. Nombre de journées d'absence des fonctionnaires par motif et par âge
2. Nombre de contractuels sur emploi permanent absents au moins un jour dans l'année par motif et par âge
3. Nombre jours de carence - fonctionnaires
4. Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi permanent
5. Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi non permanent
6. Nombre de jours de carence prélevés aux agents par sexe et tranche d'âge
7. Nombre d'agents ayant un compte épargne temps (CET)
8. Nombre de jours accumulés (CET)
9. Nombre de jours utilisés par type de consommation
10. Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées au cours de l'année par sexe, filière et cadre d'emploi
11. Informations relatives au temps partiel prévu par l'article 60 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984
12. Quotité de temps de travail des fonctionnaires occupant un emploi à temps complet rémunérés au 31/12/24
13. Nombre de fonctionnaires bénéficiaires d'un temps partiel de droit ou sur autorisation par catégorie et sexe
14. Quotité de temps de travail des contractuels occupant un emploi à temps complet rémunérés au 31/12/24

## **RÉMUNÉRATIONS** ..... Page 21

1. Rémunérations des fonctionnaires ayant travaillé au moins un jour durant l'année
2. Rémunérations des contractuels ayant travaillé au moins un jour durant l'année
3. Montant des rémunérations annuelles des contractuels sur un emploi NON permanent, ayant travaillé au moins un jour au cours de l'année.
4. Nombre de contractuels ayant bénéficié d'une indemnité de fin de contrat

## **SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL** ..... Page 24

Les accidents du travail reconnus dans l'année et jours d'arrêt de travail pour des accidents survenus dans l'année ou avant

## **ENVIRONNEMENT** ..... Page 24

Nombre d'agents, par sexe, qui bénéficient du remboursement de frais de trajets domicile - travail en transport en commun



# SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

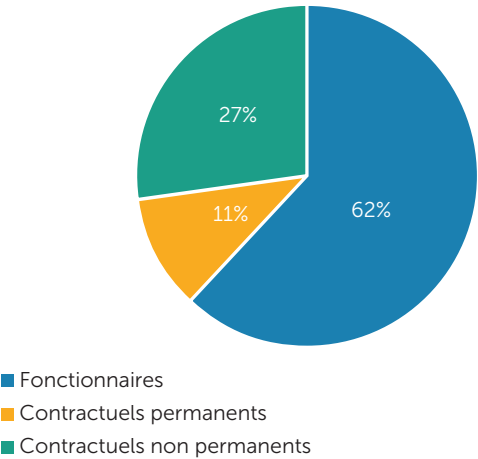
## ➔ VILLE DE MORNANT

Cette synthèse du Rapport sur l'état de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024.

### Effectifs

#### ➔ 97 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024

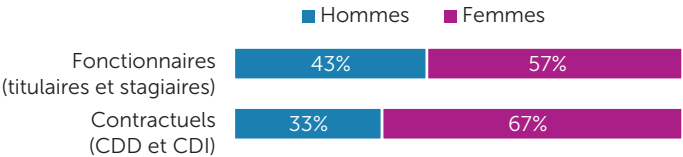
- 60 fonctionnaires
- 11 contractuels permanents
- 26 contractuels non permanents (service périscolaire)



#### ➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaires	Contractuels permanents	Tous
Administrative	25%	27%	25,3%
Technique	40%	46%	40,8%
Culturelle	3,3%	9%	4,3%
Sociale	10%	0%	8,5%
Police	1,7%	0%	1,4%
Animation	20%	18%	19,7%
Total	100%	100%	100%

#### ➔ Répartition par genre et par statut



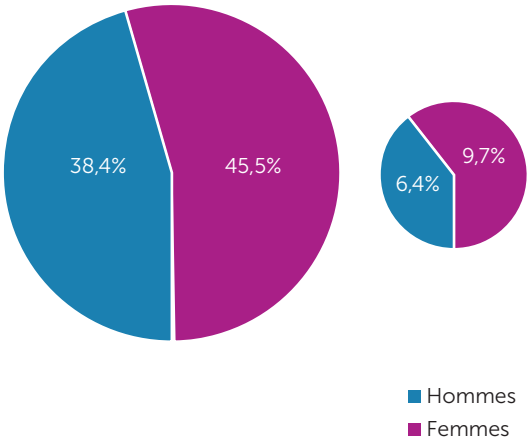
#### ➔ Aucun contractuel permanent en CDI

#### ➔ Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

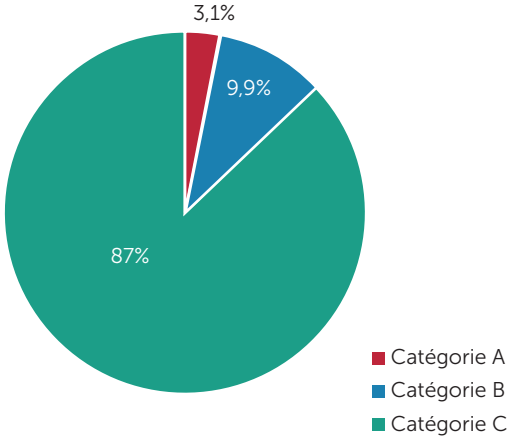
#### ➔ Équivalents temps plein

**Fonctionnaires**  
24,59 hommes  
29,12 femmes

**Contractuels**  
4,09 hommes  
6,23 femmes



#### ➔ Répartition des agents par catégorie



## Pyramide des âges

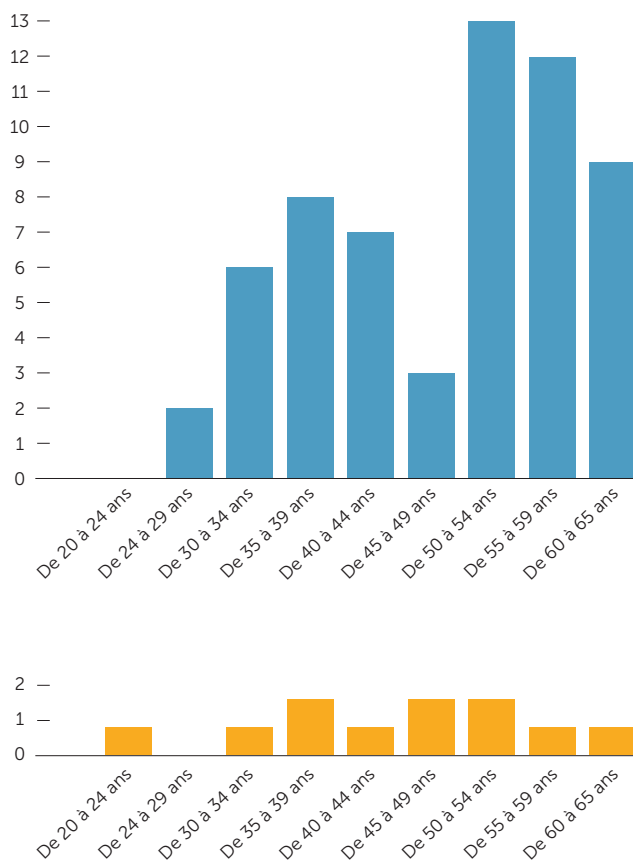
### ➔ Répartition des effectifs par tranche d'âge

#### Tranches d'âge des fonctionnaires

De 20 à 24 ans	0
De 25 à 29 ans	2
De 30 à 34 ans	6
De 35 à 39 ans	8
De 40 à 44 ans	7
De 45 à 49 ans	3
De 50 à 54 ans	13
De 55 à 59 ans	12
De 60 à 64 ans	9

#### Tranches d'âge des permanents contractuels

De 20 à 24 ans	1
De 25 à 29 ans	0
De 30 à 34 ans	1
De 35 à 39 ans	2
De 40 à 44 ans	1
De 45 à 49 ans	2
De 50 à 54 ans	2
De 55 à 59 ans	1
De 60 à 64 ans	1



## Mouvements

### ➔ En 2024, 7 arrivées et 1 départ de fonctionnaires

#### Arrivées de fonctionnaires par cadre d'emploi

Rédacteur	1
Adjoint administratifs	3
Adjoint technique	1
Agent de police municipale	1
Adjoint territorial d'animation	1

### ➔ 1 contractuel permanent nommé stagiaire

### ➔ 2 agents stagiaires titularisés

## Évolution professionnelle

### ➔ 29 avancements d'échelon et 3 avancements de grade

### ➔ 2 bénéficiaires d'une promotion interne

### ➔ Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité



## Budget et rémunérations

- ➔ Les charges de personnel représentent 44,47 % des dépenses réelles de fonctionnement

Budget de fonctionnement

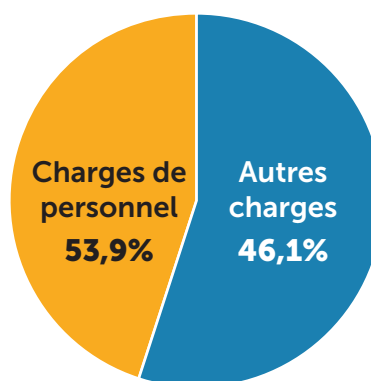
**5 845 359 €**

dont

Charges de personnel

**3 150 000 €**

Augmentation de 9,5% de la masse salariale entre 2023 et 2024



Dépenses de fonctionnement

Rémunérations annuelles brutes fonctionnaires		1 660 333 €
Primes et indemnités versées		315 604 €
Dont IFSE		245 477 €
Dont CIA		34 236 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires		21 479 €
Nouvelle Bonification Indiciaire		15 554 €
Supplément familial de traitement		16 279 €

Rémunérations annuelles brutes des agents contractuels		288 488 €
Primes et indemnités versées		45 352 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires		3 173 €
IFSE		37 301 €
CIA		5 437 €

- ➔ La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 16,54 %

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations	
Fonctionnaires	16,84%
Contractuels	14,81%
<b>Ensemble</b>	<b>16,54%</b>

- ➔ 2 agents bénéficient du remboursement de frais du trajet domicile travail en transports en commun à hauteur de 50% des frais

## Absences

➔ **En moyenne, 5,54 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par fonctionnaire (moyenne nationale de 14,7 jours dans la Fonction Publique Territoriale en 2024)**

- En moyenne, 0,63 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par agent contractuel permanent

### Journées d'absences des fonctionnaires

Tranches d'âge	Total par tranches d'âge	Moyenne par agent
De 25 à 29 ans	29	14,5
De 30 à 34 ans	25	4,16
De 35 à 39 ans	20	2,5
De 40 à 44 ans	42	6
De 45 à 49 ans	0	0
De 50 à 54 ans	67,5	5,19
De 55 à 59 ans	26	2,16
De 60 à 64 ans	123	13,6

### Journées d'absences des permanents contractuels

De 20 à 24 ans	1
De 25 à 29 ans	0
De 30 à 34 ans	1
De 35 à 39 ans	2
De 40 à 44 ans	1
De 45 à 49 ans	1
De 50 à 54 ans	1
De 55 à 59 ans	0
De 60 à 64 ans	0

➔ **41 jours d'arrêt pour accident de service**

➔ **39 jours de carence ont été prélevés sur 39 arrêts maladie, soit 1 jour de carence pour chacun des arrêts**

## Compte épargne temps

### Nombre d'agents ayant un compte épargne temps

Catégories	Hommes	Femmes	Total	Jours accumulés au 31/12/2024	Moyenne par agent
A	1	1	2	46,5	23,25
B	2	5	7	133	19
C	16	15	31	441,5	14,24
Total	19	21	41	621	15,14



# TABLEAUX DÉTAILLÉ

## → VILLE DE MORNANT

### EMPLOI

#### 1. Nombre d'agents occupant un emploi fonctionnel rémunérés au 31/12/24

	Attachés Femmes
Directeur général des services ou directeur (TAU2)	1,00
<b>Total Administrative</b>	<b>1,00</b>

#### 2. Nombre de fonctionnaires occupant un emploi permanent rémunérés au 31/12/24 par filière, cadre d'emplois et grade

	Temps Complet	TNC < 28H	TNC > 28H	Total	Emplois Hommes	Emplois Femmes	Total
Adjoint administratif stagiaire (SAJ1)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint administratif (TAJ1)	3,00	0,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint administratif principal de 2 <sup>e</sup> classe (TAJ3)	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Adjoint administratif principal de 1 <sup>e</sup> classe (TAJ4)	4,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Rédacteur (TAR1)	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rédacteur principal de 2 <sup>e</sup> classe (TAR2)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché stagiaire (SAT1)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal (TAT2)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>Total Administrative</b>	<b>15,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15,00</b>	<b>3,00</b>	<b>12,00</b>	<b>15,00</b>
Assistant de conservation principal de 2 <sup>e</sup> classe (TCG2)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1 <sup>e</sup> classe (TCJ4)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>Total Culturelle</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>2,00</b>
Agent spécialisé principal de 2 <sup>e</sup> classe des écoles maternelles (TMD2)	4,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Agent spécialisé principal de 1 <sup>e</sup> classe des écoles maternelles (TMD3)	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
<b>Total Sociale</b>	<b>6,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6,00</b>	<b>6,00</b>
Adjoint territorial d'animation (TNJ1)	4,00	6,00	1,00	11,00	4,00	7,00	11,00
Animateur (TNN1)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>Total Animation</b>	<b>5,00</b>	<b>6,00</b>	<b>1,00</b>	<b>12,00</b>	<b>4,00</b>	<b>8,00</b>	<b>12,00</b>
Brigadier-chef principal (TPG3)	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>Total Police municipale</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>
Adjoint technique stagiaire (STH1)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique (TTH1)	5,00	0,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe (TTH3)	9,00	1,00	0,00	10,00	7,00	3,00	10,00
Adjoint technique principal de 1 <sup>e</sup> classe (TTH4)	5,00	0,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Agent de maîtrise (TTM1)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise principal (TTM2)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien (TTT1)	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>Total Technique</b>	<b>23,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24,00</b>	<b>19,00</b>	<b>5,00</b>	<b>24,00</b>
<b>Total</b>	<b>52,00</b>	<b>7,00</b>	<b>1,00</b>	<b>60,00</b>	<b>26,00</b>	<b>34,00</b>	<b>60,00</b>

Envoyé en préfecture le 07/07/2025

Reçu en préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

ID : 069-216901413-20250630-D50\_25-DE



### 3. Nombre de fonctionnaires en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) dans l'année, déclinée par filière, catégorie hiérarchique et par sexe

114 - Nombre de fonctionnaires en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR)			
		ETPR Hommes	ETPR Femmes
Administrative	Catégorie A	1,00	1,00
Administrative	Catégorie B	0,33	2,00
Administrative	Catégorie C	1,00	7,13
Total Administrative		2,33	10,13
Technique	Catégorie A	0,00	0,00
Technique	Catégorie B	1,67	0,00
Technique	Catégorie C	17,69	4,52
Total Technique		19,36	4,52
Culturelle	Catégorie A	0,00	0,00
Culturelle	Catégorie B	0,00	0,33
Culturelle	Catégorie C	0,00	1,67
Total Culturelle		0,00	2,00
Sportive	Catégorie A	0,00	0,00
Sportive	Catégorie B	0,00	0,00
Sportive	Catégorie C	0,00	0,00
Total Sportive		0,00	0,00
Sociale	Catégorie A	0,00	0,00
Sociale	Catégorie B	0,00	0,00
Sociale	Catégorie C	0,00	5,42
Total Sociale		0,00	5,42
Police municipale	Catégorie A	0,00	0,00
Police municipale	Catégorie B	0,00	0,00
Police municipale	Catégorie C	0,00	0,92
Total Police municipale		0,00	0,92
Animation	Catégorie A	0,00	0,00
Animation	Catégorie B	0,00	1,00
Animation	Catégorie C	2,90	5,13
Total Animation		2,90	6,13
Total		24,59	29,12



#### 4. Indicateur de volume des agents contractuels occupant un emploi permanent rémunérés au 31/12/24 par filière et cadre d'emplois, selon le type de contrat et le type de recrutement

121 - Effectifs des agents contractuels occupant un emploi permanent rémunérés au 31/12/N par filière et cadre d'emplois, selon le type de contrat et le type de recrutement											
	Article L332-13 - Remplaçants (Anc. 3-1)	Article L332-14 - Affectés sur un poste vacant (Anc. 3-2)	Total	Tous emplois exerçant à Temps complet	Tous emplois exerçant à Temps non complet	Total	Moins de 3 ans	Total	Contrat à durée déterminée (Non titulaire) Hommes	Contrat à durée déterminée (Non titulaire) Femmes	Total
Rédacteurs	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjointes administratifs	0,00	2,00	2,00	1,00	1,00	2,00	2,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Total Administrative	0,00	3,00		2,00	1,00		3,00	3,00	1,00	2,00	
Adjointes techniques	1,00	4,00	5,00	2,00	3,00	5,00	5,00	5,00	4,00	1,00	5,00
Total Technique	1,00	4,00		2,00	3,00		5,00	5,00	4,00	1,00	
Adjointes territoriaux du patrimoine	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Total Culturelle	0,00	1,00		1,00	0,00		1,00	1,00	0,00	1,00	
Animateurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes territoriaux d'animation	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Total Animation	0,00	2,00		0,00	2,00		2,00	2,00	0,00	2,00	
Total	1,00	10,00		5,00	6,00		11,00	11,00	5,00	6,00	11,00

#### 5. Nombre de contractuels en Équivalent Temps Plein Rémunéré dans l'année par filière déclinée par catégorie et par sexe

124 - Nombre de contractuels en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR)			
		ETPR Hommes	ETPR Femmes
Administrative	Catégorie A	0,00	0,00
Administrative	Catégorie B	0,00	1,00
Administrative	Catégorie C	0,76	2,76
Total Administrative		0,76	3,76
Technique	Catégorie A	0,00	0,00
Technique	Catégorie B	0,00	0,00
Technique	Catégorie C	3,03	0,38
Total Technique		3,03	0,38
Culturelle	Catégorie A	0,00	0,00
Culturelle	Catégorie B	0,00	0,00
Culturelle	Catégorie C	0,00	1,00
Total Culturelle		0,00	1,00
Sociale	Catégorie A	0,00	0,00
Sociale	Catégorie B	0,00	0,00
Sociale	Catégorie C	0,00	0,58
Total Sociale		0,00	0,58
Animation	Catégorie A	0,00	0,00
Animation	Catégorie B	0,00	0,00
Animation	Catégorie C	0,29	0,51
Total Animation		0,29	0,51
Total		4,09	6,23

## 6. Répartition par sexe et tranche d'âge des effectifs des fonctionnaires et des contractuels présents dans les effectifs au 31/12/24

### 140 - Répartition par sexe et tranche d'âge des effectifs

		Stagiaires et titulaires	Total	Emploi permanent Contractuels	Total	Emploi non permanent Contractuels	Total
Hommes	Moins de 20 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 20 à 24 ans	0,00	0,00	1,00	1,00	2,00	2,00
Hommes	De 25 à 29 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 30 à 34 ans	3,00	3,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Hommes	De 35 à 39 ans	2,00	2,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Hommes	De 40 à 44 ans	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 45 à 49 ans	1,00	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00
Hommes	De 50 à 54 ans	6,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 55 à 59 ans	4,00	4,00	1,00	1,00	0,00	0,00
Hommes	De 60 à 64 ans	6,00	6,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Hommes	De 65 ans et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Total Hommes		26,00		5,00		7,00	
Femmes	Moins de 20 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Femmes	De 20 à 24 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	3,00
Femmes	De 25 à 29 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 30 à 34 ans	3,00	3,00	0,00	0,00	3,00	3,00
Femmes	De 35 à 39 ans	6,00	6,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	De 40 à 44 ans	4,00	4,00	1,00	1,00	3,00	3,00
Femmes	De 45 à 49 ans	2,00	2,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	De 50 à 54 ans	7,00	7,00	2,00	2,00	3,00	3,00
Femmes	De 55 à 59 ans	8,00	8,00	0,00	0,00	3,00	3,00
Femmes	De 60 à 64 ans	3,00	3,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	De 65 ans et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Femmes		34,00		6,00		19,00	
<b>Total</b>		<b>60,00</b>		<b>11,00</b>		<b>26,00</b>	

## 7. Nombre d'agents selon les positions statutaires particulières et par sexe au 31/12/24 originaires de la collectivité

### 141 - Nombre d'agents selon les positions statutaires particulières

	Hommes	Femmes
En disponibilité (article 72) hors ceux mis en disponibilité d'office ou bénéficiaires d'un congé équivalent pour les contractuels	2,00	7,00
Dont disponibilité de droit	0,00	2,00
Détachés au sein de leur propre collectivité Emploi fonctionnel	0,00	1,00
<b>Total</b>	<b>2,00</b>	<b>10,00</b>

## 1. Arrivées de fonctionnaires dans l'année, par cadre d'emplois, selon le motif de recrutement

192 - Arrivées de fonctionnaires dans l'année, par cadre d'emplois, selon le motif de recrutement						
	Recrutement direct agent déjà présent en tant que contractuel permanent	Voie de mutation	Temps Complet Hommes	Temps Complet Femmes	Temps non complet Hommes	Temps non complet Femmes
Rédacteurs	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes administratifs	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00
Total Administrative	1,00	3,00	1,00	3,00	0,00	0,00
Adjointes techniques	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Total Technique	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agents de police municipale	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
Total Police municipale	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
Adjointes territoriaux d'animation	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
Total Animation	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1,00</b>	<b>6,00</b>	<b>2,00</b>	<b>5,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## 2. Recrutements de remplaçants, réintégrations et retours

1931 - Recrutements de remplaçants, réintégrations et retours					
	Temps Complet Hommes	Temps Complet Femmes	Temps non complet Hommes	Temps non complet Femmes	Total
Remplaçants	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Réintégration (agent non rémunéré pendant la période)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Retours (agent rémunéré pendant la période)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>

## 3. Recrutements sur emploi permanent (hors remplaçants, réintégrations et retours)

1932 - Recrutements sur emploi permanent					
	Temps Complet Hommes	Temps Complet Femmes	Temps non complet Hommes	Temps non complet Femmes	Total
Adjointes administratifs	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
Total Administrative	0,00	1,00	0,00	0,00	
Adjointes techniques	2,00	0,00	1,00	1,00	4,00
Total Technique	2,00	0,00	1,00	1,00	
Adjointes territoriaux d'animation	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Total Animation	0,00	0,00	0,00	2,00	
<b>Total</b>	<b>2,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>3,00</b>	<b>7,00</b>

## 1. Fonctionnaires par motifs de départs, par catégorie hiérarchique et par sexe

19401 - Départs dans l'année N, par motifs de départ et selon le sexe et la catégorie (Fonctionnaires)						
	Hommes Catégorie A	Hommes Catégorie B	Hommes Catégorie C	Femmes Catégorie A	Femmes Catégorie B	Femmes Catégorie C
Départ à la retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
Licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Décès	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mutation	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Transfert de compétence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Décharge d'emploi et de fonctions (autre que pour exercice d'un mandat syndical)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise en disponibilité de droit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise en disponibilité sur demande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agent pris en charge par le CNFPT ou le CDG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Congé spécial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rupture conventionnelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>

## 2. Titularisations et stages au cours de l'année

195 - Titularisations et stages au cours de l'année		
	Hommes	Femmes
Agents stagiaires titularisés à l'issue de leur stage	1,00	1,00
Prolongation de stage	0,00	0,00
Titularisations prononcées en application de l'article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (travailleurs en situation de handicap)	0,00	0,00
Refus de titularisation	0,00	0,00
Agents contractuels permanents (déjà présents) nommés stagiaires dans l'année	0,00	1,00
Agents contractuels non permanents (déjà présents) nommés stagiaires dans l'année	0,00	0,00
Nouveaux arrivants directement nommés stagiaires dans l'année	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>1,00</b>	<b>2,00</b>

**3. Nombre de fonctionnaires ayant connu un avancement au cours de l'année**

<b>1961a - Nombre de fonctionnaires ayant connu un avancement au cours de l'année</b>		
	Hommes	Femmes
Avancement d'échelon - ayant atteint l'indice sommital de leur grade	0,00	0,00
Avancement d'échelon - n'ayant pas atteint l'indice sommital de leur grade	10,00	19,00
Avancement de grade - au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents	2,00	1,00
Avancement de grade - au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après une sélection par voie d'examen professionnel	0,00	0,00
Avancement de grade - par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>12,00</b>	<b>20,00</b>

**4. Recenser le nombre d'avancements de grade dans l'année par filière et catégorie hiérarchique**

<b>1962 - Avancements de grade dans l'année par filière et catégorie hiérarchique</b>						
	Catégorie A Hommes	Catégorie A Femmes	Catégorie B Hommes	Catégorie B Femmes	Catégorie C Hommes	Catégorie C Femmes
Administrative	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Technique	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00
Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sportive	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
Médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médico-technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Police municipale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Animation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Incendie secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>1,00</b>



## 1. Nombre de journées d'absence des fonctionnaires par motif et par âge

2113 - Nombre de journées d'absence des fonctionnaires par motif et par âge										
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	De 35 à 39 ans	De 40 à 44 ans	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans
Pour maladie ordinaire	0,00	0,00	15,00	12,00	16,00	40,00	0,00	65,50	26,00	25,00
Pour accidents du travail imputables au service	0,00	0,00	0,00	13,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22,00
Pour accidents du travail imputables au trajet	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour maladie professionnelle ou contractée en service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour congé de longue maladie, congé de grave maladie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour congé de maladie longue durée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00
Pour disponibilité d'office pour raison de santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour maternité et adoption	0,00	0,00	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour naissance ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption, pour paternité et accueil de l'enfant pour hospitalisation immédiate de l'enfant à la naissance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour autorisation spéciale d'absence (enfant malade, mariage, décès, concours, fonctions électives, participation au Comité d'Oeuvres Sociales, réserviste, pompier volontaire...) ou formation particulière (ex : BAFA), hors motif syndical ou de représentation	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29,00</b>	<b>25,00</b>	<b>20,00</b>	<b>42,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67,50</b>	<b>26,00</b>	<b>123,00</b>

## 2. Nombre de contractuels sur emploi permanent absents au moins un jour dans l'année par motif et par âge

2122 - Nombre de contractuels sur emploi permanent absents au moins un jour dans l'année											
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	De 35 à 39 ans	De 40 à 44 ans	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans	De 65 ans et plus
Pour maladie ordinaire	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Pour accidents du travail imputables au service	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour accidents du travail imputables au trajet	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caractère professionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour congé de grave maladie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour congé sans rémunération pour maladie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour maternité et adoption	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour naissance ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption (3 jours), pour paternité et accueil de l'enfant (25 jours ou 32 jours en cas de naissance multiple), pour hospitalisation immédiate de l'enfant à la naissance (30 jours)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour autorisation spéciale d'absence (enfant malade, mariage, décès, concours, fonctions électives, participation au Comité d'Oeuvres Sociales, réserviste, pompier volontaire...) ou formation particulière (ex : BAFA), hors motif syndical ou de représentation	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>2,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

### 3. Nombre jours de carence - fonctionnaires

2181 - Nombre jours de carence - fonctionnaires											
	Catégorie	Nombre de jours de carence prélevés	Total	Montant brut des sommes retenues pour délai de carence	Total	Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	Total	Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	Total	Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	Total
Hommes	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	B	1,00	1,00	120,71	120,71	3,00	3,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Hommes	C	15,00	15,00	1 092,02	1 092,02	24,00	24,00	9,00	9,00	15,00	15,00
Total Hommes		16,00		1 212,73		28,00		10,00		16,00	
Femmes	A	1,00	1,00	193,17	193,17	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	B	1,00	1,00	89,99	89,99	4,00	4,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	C	21,00	21,00	1 363,24	1 363,24	30,00	30,00	13,00	13,00	21,00	21,00
Total Femmes		23,00		1 646,40		35,00		15,00		23,00	
Total		39,00		2 859,13		63,00		25,00		39,00	

### 4. Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi permanent

2182 - Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi permanent											
		Nombre de jours de carence prélevés	Total	Montant brut des sommes retenues pour délai de carence	Total	Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	Total	Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	Total	Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	Total
Hommes	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	C	4,00	4,00	252,09	252,09	6,00	6,00	2,00	2,00	4,00	4,00
Total Hommes		4,00		252,09		6,00		2,00		4,00	
Femmes	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	C	2,00	2,00	81,44	81,44	11,00	11,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Total Femmes		2,00		81,44		12,00		2,00		2,00	
Total		6,00		333,53		18,00		4,00		6,00	

## 5. Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi non permanent

2183 - Nombre jours de carence - Contractuels occupant un emploi non permanent											
		Nombre de jours de carence prélevés	Total	Montant brut des sommes retenues pour délai de carence	Total	Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	Total	Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	Total	Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	Total
Hommes	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	C	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Hommes		0,00		0,00		10,00		0,00		0,00	
Femmes	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	C	7,00	7,00	216,36	216,36	24,00	24,00	6,00	6,00	7,00	7,00
Total Femmes		7,00		216,36		25,00		6,00		7,00	
Total		7,00		216,36		35,00		6,00		7,00	

## 6. Nombre de jours de carence prélevés aux agents par sexe et tranche d'âge

2184 - Nombre de jours de carence prélevés aux agents par sexe et tranche d'âge							
		Titulaires et stagiaires	Total	Contractuels occupant un emploi permanent	Total	Contractuels occupant un emploi non permanent	Total
Hommes	Moins de 20 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 20 à 24 ans	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00
Hommes	De 25 à 29 ans	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 30 à 34 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 35 à 39 ans	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 40 à 44 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 45 à 49 ans	0,00	0,00	3,00	3,00	0,00	0,00
Hommes	De 50 à 54 ans	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 55 à 59 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 60 à 64 ans	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hommes	De 65 ans et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Hommes		16,00		4,00		0,00	
Femmes	Moins de 20 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 20 à 24 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 25 à 29 ans	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 30 à 34 ans	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 35 à 39 ans	5,00	5,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	De 40 à 44 ans	2,00	2,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Femmes	De 45 à 49 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Femmes	De 50 à 54 ans	9,00	9,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Femmes	De 55 à 59 ans	4,00	4,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Femmes	De 60 à 64 ans	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Femmes	De 65 ans et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Femmes		23,00		2,00		7,00	
Total		39,00		6,00		7,00	

## 7. Nombre d'agents ayant un compte épargne temps (CET)

2231 - Nombre d'agents ayant un compte épargne temps (CET)									
	Nombre d'agents ayant un compte épargne temps au 31/12			Nombre d'agents ayant ouvert un compte épargne temps dans l'année			Dont nombre d'agents ayant déposé des jours sur leur compte épargne temps (CET) dans l'année		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Catégorie A	1,00	1,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Catégorie B	2,00	5,00	7,00	1,00	1,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Catégorie C	16,00	15,00	31,00	1,00	3,00	4,00	0,00	2,00	2,00
<b>Total</b>	<b>19,00</b>	<b>21,00</b>		<b>2,00</b>	<b>4,00</b>		<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	

## 8. Nombre de jours accumulés (CET)

2232 - Nombre de jours accumulés (CET)						
	Nombre de jours accumulés au 31/12			Dont nombre de jours versés au titre de l'année		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Catégorie A	14,50	32,00	46,50	0,00	2,00	2,00
Catégorie B	23,50	109,50	133,00	0,00	0,00	0,00
Catégorie C	197,50	244,00	441,50	0,00	6,50	6,50
<b>Total</b>	<b>235,50</b>	<b>385,50</b>		<b>0,00</b>	<b>8,50</b>	

## 9. Nombre de jours utilisés par type de consommation

2233 - Nombre de jours utilisés par type de consommation												
	Nombre de jours d'absence			Nombre de jours indemnisés			Nombre de jours pris en compte au titre de la Rafp			Nombre de jours donnés au bénéfice d'un agent public		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Catégorie A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catégorie B	0,00	4,50	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catégorie C	3,00	0,00	3,00	5,00	7,00	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>3,00</b>	<b>4,50</b>		<b>5,00</b>	<b>7,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

## 10. Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en 2024 par sexe, filière et cadre d'emploi

228 - Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées au cours de l'année par sexe, filière et cadre d'emploi															
	Nb d'heures supplémentaires réalisées et rémunérées Temps complets Fonctionnaires			Nb d'heures complémentaires réalisées et rémunérées TNC Fonctionnaires			Nb d'heures supplémentaires réalisées et rémunérées TNC Fonctionnaires			Nb d'heures supplémentaires réalisées et rémunérées Temps complets Hommes Contractuels permanents			Nb d'heures complémentaires réalisées et rémunérées TNC Contractuels permanents		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Rédacteurs	0,00	187,00	187,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes administratifs	25,00	172,00	197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,00	16,00	15,00	0,00	15,00
Total Administrative	25,00	359,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	21,00		15,00	0,00	
Techniciens	62,00	0,00	62,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agents de maîtrise	57,00	0,00	57,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes techniques	78,00	16,00	94,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76,00	76,00	10,00	0,00	10,00	96,00	0,00	96,00
Total Technique	197,00	16,00		0,00	0,00		0,00	76,00		10,00	0,00		96,00	0,00	
Assistants de conservation	0,00	23,00	23,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Culturelle	0,00	23,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
ASEM	0,00	20,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Sociale	0,00	20,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
Animateurs	0,00	64,00	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes territoriaux d'animation	25,00	16,00	41,00	41,00	0,00	41,00	119,00	170,00	289,00	0,00	0,00	0,00	9,00	23,00	32,00
Total Animation	25,00	80,00		41,00	0,00		119,00	170,00		0,00	0,00		9,00	23,00	
Total	247,00	498,00	745	41,00	0,00	41	119,00	246,00	365	10,00	21,00	31	120,00	23,00	143

## 11. Informations relatives au temps partiel prévu par l'article 60 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

231 - Informations relatives au temps partiel			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Nombre de demandes acceptées	1,00	0,00	1,00
Nombre de premières demandes satisfaites	1,00	0,00	1,00
Nombre de modification de quotités	0,00	0,00	0,00
Nombre de retours au temps plein	0,00	0,00	0,00



## 12. Quotité de temps de travail des fonctionnaires occupant un emploi à temps complet rémunérés au 31/12/24

232 - Quotité de temps de travail des fonctionnaires										
	TEMPS PLEIN 100%			Tout type de TEMPS PARTIEL (sauf thérapeutique) Moins de 80%		Tout type de TEMPS PARTIEL (sauf thérapeutique) De 80% à moins de 90%		Tout type de TEMPS PARTIEL (sauf thérapeutique) 90% et plus		TOTAL
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	
Attachés	1,00	1,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteurs	1,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes administratifs	1,00	9,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Administrative	3,00	12,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Techniciens	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agents de maîtrise	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes techniques	15,00	4,00	19,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Total Technique	18,00	4,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes territoriaux du patrimoine	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Culturelle	0,00	2,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ASEM	0,00	6,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Sociale	0,00	6,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Agents de police municipale	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Police municipale	0,00	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Animateurs	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjointes territoriaux d'animation	2,00	2,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Animation	2,00	3,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Total</b>	<b>23,00</b>	<b>28,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	

## 13. Nombre de fonctionnaires bénéficiaires d'un temps partiel de droit ou sur autorisation par catégorie et sexe

233 - Nombre de fonctionnaires bénéficiaires d'un temps partiel			
		Temps partiel de droit	Temps partiel d'autorisation
Catégorie C	Hommes	0,00	1,00
Total Catégorie C		0,00	1,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>1,00</b>

## 14. Quotité de temps de travail des contractuels occupant un emploi à temps complet rémunérés au 31/12/24

234 - Quotité de temps de travail des contractuels			
	TEMPS PLEIN 100% Hommes	TEMPS PLEIN 100% Femmes	Total
Rédacteurs	0,00	1,00	1,00
Adjointes administratifs	0,00	1,00	1,00
Total Administrative	0,00	2,00	
Adjointes techniques	2,00	0,00	2,00
Total Technique	2,00	0,00	
Adjointes territoriaux du patrimoine	0,00	1,00	1,00
Total Culturelle	0,00	1,00	
<b>Total</b>	<b>2,00</b>	<b>3,00</b>	

## 1. Rémunérations des fonctionnaires ayant travaillé au moins un jour durant l'année

311 - Rémunérations des fonctionnaires ayant travaillé au moins un jour durant l'année													
		Montant total des rémunérations annuelles brutes (hors charges patronales)			Dont primes et indemnités (à l'exception des frais de déplacement)			Dont IFSE			Dont CIA		
		HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Administrative	A	45 096	72 169	117 265	12 396	25 022	37 418	11 676	17 088	28 764	720	1 155	1 875
Administrative	B	15 285	79 631	94 916	3 860	23 076	26 936	3 860	20 726	24 586	0	1 800	1 800
Administrative	C	30 718	211 393	242 111	6 023	38 206	44 229	4 910	31 091	36 001	750	4 640	5 390
Total Administrative		91 099	363 193		22 279	86 304		20 446	68 905		1 470	7 595	
Technique	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Technique	B	70 136	0	70 136	16 894	0	16 894	15 944	0	15 944	750	0	750
Technique	C	518 191	125 209	643 400	85 527	17 471	102 998	67 300	12 785	80 085	10 488	2 606	13 094
Total Technique		588 327	125 209		102 421	17 471		83 244	12 785		11 238	2 606	
Culturelle	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culturelle	B	0	11 808	11 808	0	3 000	3 000	0	2 200	2 200	0	800	800
Culturelle	C	0	51 633	51 633	0	9 374	9 374	0	7 904	7 904	0	720	720
Total Culturelle		0	63 441		0	12 374		0	10 104		0	1 520	
Sociale	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	C	0	147 126	147 126	0	23 493	23 493	0	17 243	17 243	0	3 900	3 900
Total Sociale		0	147 126		0	23 493		0	17 243		0	3 900	
Police municipale	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Police municipale	B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Police municipale	C	0	29 791	29 791	0	8 370	8 370	0	0	0	0	0	0
Total Police municipale		0	29 791		0	8 370		0	0		0	0	
Animation	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animation	B	0	36 966	36 966	0	10 670	10 670	0	9 410	9 410	0	960	960
Animation	C	78 142	137 039	215 181	11 723	20 499	32 222	8 727	14 613	23 340	1 780	3 167	4 947
Total Animation		78 142	174 005		11 723	31 169		8 727	24 023		1 780	4 127	
Total		757 568	902 765		136 423	179 181		112 417	133 060		14 488	19 748	

**311 - Rémunérations des fonctionnaires ayant travaillé au moins**

	Dont nouvelle bonification indiciaire (NBI) Hommes			Dont heures supplémentaires ou complémentaires			Dont SFT		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Administrative	0	1 768	1 768	0	0	0	28	0	28
Administrative	489	2 950	3 439	0	4 131	4 131	1 980	2 329	4 309
Administrative	887	2 654	3 541	401	3 361	3 762	933	3	936
Total Administrative	1 376	7 372		401	7 492		2 941	2 332	
Technique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Technique	1 867	0	1 867	1 308	0	1 308	10	0	10
Technique	887	0	887	2 892	1 628	4 520	6 703	2 018	8 721
Total Technique	2 754	0		4 200	1 628		6 713	2 018	
Culturelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culturelle	0	197	197	0	405	405	0	10	10
Culturelle	0	1 278	1 278	0	0	0	0	19	19
Total Culturelle	0	1 475		0	405		0	29	
Sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0	343	343	0	1 282	1 282
Total Sociale	0	0		0	343		0	1 282	
Police municipale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Police municipale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Police municipale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Police municipale	0	0		0	0		0	0	
Animation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animation	0	1 477	1 477	0	1 164	1 164	0	933	933
Animation	0	1 100	1 100	2 803	3 043	5 846	0	31	31
Total Animation	0	2 577		2 803	4 207		0	964	
<b>Total</b>	<b>4 130</b>	<b>11 424</b>		<b>7 404</b>	<b>14 075</b>		<b>9 654</b>	<b>6 625</b>	

**2. Rémunérations des contractuels ayant travaillé au moins un jour durant l'année****321 - Rémunérations des contractuels ayant travaillé au moins un jour durant l'année**

		Montant total des rémunérations annuelles brutes (hors charges patronales)			Dont primes et indemnités (à l'exception des frais de déplacement)		
		HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Administrative	B	0,00	32 715,00	32 715,00	0,00	6 850,00	6 850,00
Administrative	C	21 535,00	76 199,00	97 734,00	4 855,00	11 649,00	16 504,00
Total Administrative		21 535,00	108 914,00		4 855,00	18 499,00	
Technique	C	85 357,00	8 236,00	93 593,00	11 940,00	1 430,00	13 370,00
Total Technique		85 357,00	8 236,00		11 940,00	1 430,00	
Culturelle	C	0,00	25 501,00	25 501,00	0,00	3 880,00	3 880,00
Total Culturelle		0,00	25 501,00		0,00	3 880,00	
Sociale	C	0,00	17 552,00	17 552,00	0,00	2 067,00	2 067,00
Total Sociale		0,00	17 552,00		0,00	2 067,00	
Animation	C	8 059,00	13 334,00	21 393,00	876,00	1 805,00	2 681,00
Total Animation		8 059,00	13 334,00		876,00	1 805,00	
<b>Total</b>		<b>114 951,00</b>	<b>173 537,00</b>		<b>17 671,00</b>	<b>27 681,00</b>	

**321 - Rémunérations des contractuels ayant travaillé au moins un jour**

		IFSE			CIA			Dont heures supplémentaires ou complémentaires		
		HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Administrative	B	0,00	5 760,00	5 760,00	0,00	750,00	750,00	0,00	123,00	123,00
Administrative	C	4 397,00	9 374,00	13 771,00	458,00	500,00	958,00	177,00	642,00	819,00
Total Administrative		4 397,00	15 134,00		458,00	1 250,00		177,00	765,00	
Technique	C	9 863,00	930,00	10 793,00	2 078,00	500,00	2 578,00	1 563,00	0,00	1 563,00
Total Technique		9 863,00	930,00		2 078,00	500,00		1 563,00	0,00	
Culturelle	C	0,00	3 240,00	3 240,00	0,00	640,00	640,00	0,00	0,00	0,00
Total Culturelle		0,00	3 240,00		0,00	640,00		0,00	0,00	
Sociale	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociale	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociale	C	0,00	1 567,00	1 567,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	300,00
Total Sociale		0,00	1 567,00		0,00	0,00		0,00	300,00	
Animation	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Animation	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Animation	C	876,00	1 294,00	2 170,00	0,00	511,00	511,00	101,00	267,00	368,00
Total Animation		876,00	1 294,00		0,00	511,00		101,00	267,00	
<b>Total</b>		<b>15 136,00</b>	<b>22 165,00</b>		<b>2 536,00</b>	<b>2 901,00</b>		<b>1 841,00</b>	<b>1 332,00</b>	

**3. Montant des rémunérations annuelles des contractuels sur un emploi NON permanent, ayant travaillé au moins un jour au cours de l'année.****331 - Rémunérations des contractuels occupant un emploi non permanent ayant travaillé au moins un jour durant l'année**

	Montant total des rémunérations annuelles brutes (hors charges patronales)	
	HOMMES	FEMMES
Autres agents sur emploi non permanent (y compris collaborateurs de cabinet)	44 243,00	215 172,00
<b>Total</b>	<b>44 243,00</b>	<b>215 172,00</b>

**4. Nombre de contractuels ayant bénéficié d'une indemnité de fin de contrat****3391 - Nombre de contractuels ayant bénéficié d'une indemnité de fin de contrat**

	Article L332-23,1° - Acc. temporaire d'activité (Anc 3 I., 1°)	Article L332-13 - Remplaçants (Anc. 3-1)	Article L332-14 - Affectés sur un poste vacant (Anc. 3-2)	Dont Hommes	Dont Femmes	Total
Adjoints administratifs	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00	2,00
Total Administrative	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00	
Adjoints techniques	4,00	1,00	0,00	3,00	2,00	5,00
Total Technique	4,00	1,00	0,00	3,00	2,00	
Adjoints territoriaux d'animation	18,00	1,00	2,00	3,00	18,00	21,00
Total Animation	18,00	1,00	2,00	3,00	18,00	
<b>Total</b>	<b>22,00</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>	<b>6,00</b>	<b>22,00</b>	

## SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Envoyé en préfecture le 07/07/2025

Reçu en préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

ID : 069-216901413-20250630-D50\_25-DE



### Les accidents du travail reconnus dans l'année et jours d'arrêt de travail pour des accidents survenus dans l'année ou avant

421 - Les accidents du travail reconnus dans l'année et jours d'arrêt de travail pour des accidents survenus dans l'année ou avant														
	Nb d'accidents de service		Dont nb d'accidents de service sans arrêt		Nb d'accidents de trajet		Dont nb d'accidents de trajet sans arrêt		Nb de jours d'arrêts pour les accidents de service			Nb de jours d'arrêts pour les accidents de trajet		
	HOMME	FEMME	HOMME	FEMME	HOMME	FEMME	HOMME	FEMME	HOMME	FEMME	TOTAL	HOMME	FEMME	TOTAL
Adjointes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,00	13,00	0,00	0,00	0,00
Total Administrative	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,00		0,00	0,00	
Adjointes techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	22,00	28,00	0,00	0,00	0,00
Total Technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	22,00		0,00	0,00	
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	35,00		0,00	0,00	

## ENVIRONNEMENT

### Nombre d'agents, par sexe, qui bénéficient du remboursement de frais de trajets domicile - travail en transport en commun

911 - Nombre d'agents, par sexe, qui bénéficient du remboursement de frais de trajets domicile - travail en transport en commun		
	Hommes	Femmes
Nombre de bénéficiaires	0,00	2,00
Total	0,00	2,00





Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°51-25**

Objet : Réévaluation du Régime Indemnitaire des Fonctions et des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel des agents titulaires et contractuels (RIFSEEP)

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

La commune souhaite réévaluer le plafond du RIFSEEP des agents titulaires et contractuels bénéficiant de celui-ci et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

Ce rapport fait suite à la délibération n° 114-22 du conseil municipal du 19 décembre 2022 portant sur les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP.

**II. LA PROPOSITION**

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) du 06 juin 2025 ;

Vu la délibération n° 114/22 du conseil municipal du 19 décembre 2022 ;

Il est proposé de :

- **Redéfinir les montants plafonds du CIA et de l'IFSE :**

Le montant individuel d'IFSE est versé au regard du rattachement du poste de l'agent à un groupe de fonction, compte tenu des montants planchers et plafonds d'IFSE déterminés pour le groupe de fonction.

Le montant individuel attribué au titre du CIA est librement défini par l'autorité territoriale dans les conditions prévues par la délibération.

Afin de gagner en souplesse et dans l'optique de lancer une refonte globale du RIFSEEP, le conseil municipal décide de modifier les plafonds :

Groupe de Fonction	IFSE Annuel Plancher	IFSE Annuel Plafond	CIA Montant annuel maximum	Total RIFSEEP
A1	18 000 €	36 210 €	6 390 €	42 600 €
A2	12 000 €	32 130 €	5 670 €	37 800 €
A3	7 800 €	25 500 €	4 500 €	30 000 €
B1	7 800 €	17 480 €	2 380 €	19 860 €
B2	4 200 €	16 015 €	2 185 €	18 200 €
B3	4 200 €	14 650 €	1 995 €	16 645 €
C1	2 040 €	11 340 €	1 260 €	12 600 €
C2	1440 €	10 800 €	1 200 €	12 000 €

Pour rappel, la commune fait le choix d'appliquer la clause de sauvegarde telle qu'instaurée à l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014. En conséquence, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre des régimes indemnitaires, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent.

En tout état de cause, le RIFSEEP reste à la discrétion de l'autorité investie du pouvoir de nomination qui détermine individuellement le montant perçu.

- **Suppression de l'indemnité de régisseur**

Les fonctions de régisseurs d'avances et de recettes entraînent l'exercice de fonctions à responsabilités importantes (maniement de fonds publics).

L'augmentation de l'IFSE accordée aux régisseurs par la délibération n° 114-22 est supprimée et remplacée par une indemnité spécifique de maniement de fonds, par délibération n° 46-25 du conseil municipal du 30 juin 2025. Cette nouvelle indemnité peut se cumuler avec le RIFSEEP, en application de l'arrêté du 21 janvier 2025 qui modifie l'arrêté du 27 août 2015, lequel met en œuvre l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 instituant le régime indemnitaire RIFSEEP dans la fonction publique d'État.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** les montants IFSE et CIA proposés pour les agents titulaires et contractuels bénéficiaires du RIFSEEP ;
- **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget principal de la commune ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette délibération.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,



Le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "R. Pfeffer", written over a horizontal line.

Renaud PFEFFER

A handwritten signature in black ink, appearing to be "S. Poncet", written over a horizontal line.

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.





Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°52-25**

Objet : Création des emplois non permanents service  
périscolaire - Année scolaire 2025 -2026

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice :** 29

**Présents :** 21

**Votants :** 29

**I. LE CONTEXTE**

L'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 mis à jour par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 entrée en vigueur le 14 mars 2012, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, autorise :

- le recrutement d'agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin temporaire d'activité « ... pour une durée maximale de douze mois pendant une même période de dix-huit mois ... ».

**II. LA PROPOSITION**

Comme chaque année, la direction enfance, jeunesse, citoyenneté établit ses besoins en fonction des effectifs prévisionnels, en tenant compte également des obligations réglementaires.

Ainsi pour l'année scolaire 2025-2026, il est prévu un volume horaire de 287h00 hebdomadaires correspondant à un maximum de créations possibles dans l'hypothèse de renforts, de remplacements maladie, de maternité... De cette façon, les premiers mois de cette nouvelle organisation permettront de prendre le recul nécessaire à une bonne appréhension des besoins d'animation et des opportunités de recrutement.

Le volume horaire pour la période du 28 août 2025 au 3 juillet 2026 est le suivant :

Grade	Temps de travail hebdomadaire par agent
1 adjoint d'animation	6h00
1 adjoint d'animation	7h00
2 adjoints d'animation	8h30
8 adjoints d'animation	9h00
1 adjoint d'animation	15h00
3 adjoints d'animation	16h30
2 adjoints d'animation	17h00
1 adjoint d'animation	18h00
3 adjoints d'animation	20h00
1 adjoint technique	8h30

Après avis favorable du Comité Social Territorial du 06 juin 2025 ;

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Anne-Catherine VALETTE,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** la création d'emplois non permanents pour la direction enfance, jeunesse, citoyenneté pour l'année scolaire 2025-2026 ;
- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget de la commune - exercice 2025 - chapitre 12.



Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,



Sébastien PONCET



Le Maire,



Renaud PFEFFER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°53-25**

Objet : Modification du tableau des effectifs

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Ainsi, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Par ailleurs, en cas de suppression d'emploi, le Comité Social Territorial (CST) est obligatoirement saisi pour avis.

**II. LA PROPOSITION**

Dans le cadre de sa politique Ressources Humaines, la commune souhaite promouvoir ses agents par le déroulé de leur avancement de carrière.

A ce titre, il est proposé au conseil municipal les modifications suivantes au tableau des effectifs :

Filière ATSEM	
Suppression	Création
1 poste d'ATSEM principal 2 <sup>ème</sup> classe (35h)	1 poste d'ATSEM principal 1 <sup>ère</sup> classe (35h)

Filière Animation	
Suppression	Création
1 poste d'adjoint d'animation TNC (26h)	1 poste d'adjoint d'animation principal 2 <sup>ème</sup> classe TNC (30h)
1 poste d'adjoint d'animation TNC (28h)	1 poste d'adjoint d'animation TNC (30h)
1 poste d'animateur TC (35h)	1 poste d'animateur principal 2 <sup>ème</sup> classe TC (35h)

Filière Administrative	
Suppression	Création
1 poste de rédacteur principal 2 <sup>ème</sup> classe (35h)	1 poste de rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe (35h)

Filière Technique	
Suppression	Création
1 poste d'adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe (35h)	1 poste d'adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe (35h)
1 poste d'agent de maîtrise (35h)	1 poste d'agent de maîtrise principal TC (35h)
1 poste d'adjoint technique (35h)	1 poste d'adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe (35h)
	1 poste d'adjoint technique TNC (25h)
	1 poste d'adjoint technique (35h)

Après avis favorable du Comité Social Territorial en date du 06 juin 2025,

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

### III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Anne-Catherine VALETTE,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** les modifications du tableau des effectifs, proposées ci-dessus.



Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'R' followed by a horizontal line and a small flourish.

Renaud PFEFFER

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, sweeping 'S' followed by a horizontal line and a small flourish.

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.





Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°54-25**

Objet : Avenant n° 1 au contrat d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 29**

**Présents : 21**

**Votants : 29**

**I. LE CONTEXTE**

En date du 10 janvier 2024, la commune a signé un contrat pour l'enlèvement et la mise en fourrière de véhicules avec l'entreprise le Garage de la Colline à Thurins, avec une échéance au 19 janvier 2029.

Le contrat ci-joint a pour objet les opérations d'enlèvement, de garde puis de restitution des véhicules mis en fourrière sur prescription d'un officier de police judiciaire de la gendarmerie ou de monsieur le Maire, sur le territoire de la commune de Mornant.



Afin de prendre en compte notamment la récente création d'un service de police municipale au sein de la commune de Mornant, il apparaît nécessaire de rédiger un avenant à ce contrat. Celui-ci devra effectivement prévoir que l'agent de police judiciaire adjoint, Chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions, puisse effectuer les prescriptions de mises en fourrière.

De plus, afin d'améliorer la sécurité des personnes, il apparaît également nécessaire de diminuer le délai d'enlèvement des véhicules, celui prévu initialement au contrat n'étant plus approprié à la réalité des stationnements sur la commune de Mornant.

## II. LA PROPOSITION

Vu les articles L 3135-1.3°, R 3135-3 à R 3135-5 du Code de la commande publique,

Et considérant les motifs exposés ci-dessus, il est proposé au conseil municipal d'approuver la création d'un avenant n°1 au contrat d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules au sein de la commune de Mornant, ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

Oùï l'exposé de Sébastien PONCET,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés, avec 1 abstention (Anne BLANCHET) :

- **D'APPROUVER** la création d'un avenant n° 1 au contrat d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules sur la commune de Mornant ;
- **D'APPROUVER** le contenu de l'avenant ci-joint ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tout document y afférent.



Le Maire,

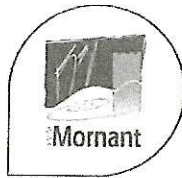
Renaud PFEFFER

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



## **CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ENLEVEMENT ET LA MISE EN FOURRIERE DE VEHICULES**

### **ENTRE**

La Commune de Mornant représentée par son Maire, Monsieur Renaud PFEFFER, agissant en vertu de la délibération 74-22 du Conseil Municipal en date du 12 septembre 2022.

### **ET**

La GARAGE DE LA COLLINE représenté par son Directeur, Monsieur Nicolas AUGER.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT**

Le présent contrat a pour objet les opérations d'enlèvement, de garde puis de restitution des véhicules mis en fourrière sur prescription, d'un officier de police judiciaire de la gendarmerie, ou de Monsieur le Maire, sur le territoire de la commune de Mornant.

Le GARAGE DE LA COLLINE s'engage expressément à effectuer pour la Ville de Mornant, et dans le respect du contrat, toutes les opérations d'enlèvement ordonnées par les services compétents, sur réquisition écrite quel que soit le lieu dès lors que celui-ci est accessible.

### **ARTICLE 2 – MISSIONS DU PRESTATAIRE**

Le prestataire assurera les missions suivantes :

- Enlèvement des véhicules,
- Garde des véhicules jusqu'à la date d'effet de la mainlevée,
- Tenue du « tableau de bord » des fourrières enregistrant journallement le mouvement des entrées et sorties des véhicules mis en fourrière,
- Expertise par un expert agréé, des véhicules non retirés dans le délai prévu par les articles R.325-1 et suivants du code de la route,
- Restitution des véhicules à leurs propriétaires sur présentation d'une décision de mainlevée émanant de la brigade de gendarmerie de Mornant,
- Remise des véhicules non récupérés à l'expiration du délai légal, au service des Domaines en vue de leur aliénation, ou à une entreprise de démolition pour destruction en fonction de leur valeur vénale.



### **ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le GARAGE DE LA COLLINE s'engage à ouvrir ses bureaux pour la remise des véhicules du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Avant la restitution du véhicule, la personne devra appeler la permanence du garage au 04.78.48.96.39 pour l'informer de son arrivée.

Le GARAGE DE LA COLLINE s'engage à procéder à l'enlèvement des véhicules :

▸ Dans les 24 heures suivant la réception de la demande formulée par la brigade de gendarmerie de Mornant pour les cas ordinaires,

▸ Au plus tard dans la demi-journée suivant la demande formulée par la brigade de gendarmerie de Mornant en cas d'urgence.

Le GARAGE DE LA COLLINE s'engage conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, à n'exercer aucune activité de destruction et de retraitement des véhicules hors d'usage, pendant toute la durée du contrat.

### **ARTICLE 4 – MISSIONS DE LA COMMUNE**

Les courriers tels que demande d'identification, mise en demeure au propriétaire, notification après enlèvement et main levée seront adressés par les services de la brigade de gendarmerie de Mornant, ainsi que les formalités préalables à l'aliénation ou à la destruction.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

Lorsqu'un véhicule sera restitué à son propriétaire, le GARAGE DE LA COLLINE percevra directement, de la part de ce dernier, le montant dû pour :

- L'immobilisation matérielle ;
- Les opérations préalables ;
- L'enlèvement ;
- La garde journalière ;
- L'expertise.

Lors de la reprise de son véhicule, le propriétaire devra signer une décharge après avoir constaté le bon état de celui-ci.

Ladite décharge concernera le GARAGE DE LA COLLINE et la commune de Mornant.

### **ARTICLE 6 – TARIFS DE LA FOURRIERE**

Le prestataire appliquera pour chaque mise en fourrière, les tarifs prévus par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2020 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles tel qu'annexé au présent contrat.

### **ARTICLE 7 – VÉHICULE NON RECUPÉRÉ**

Le GARAGE DE LA COLLINE s'engage à faire expertiser tout véhicule non restitué au-delà de cinq jours.

Les véhicules non récupérés au-delà du délai légal et jugés hors d'état de circuler par l'expert seront remis à la destruction sur instruction de la brigade de gendarmerie de Mornant.

Dans ce cas, le GARAGE DE LA COLLINE facturera à la ville de Mornant un forfait de 121.27 € TTC.

Ce prix est réputé ferme et définitif pendant toute la durée du contrat.

#### **ARTICLE 8 – ASSURANCE**

Le GARAGE DE LA COLLINE sera responsable de tous dégâts occasionnés aux véhicules transportés et gardés. Elle devra souscrire une assurance garantissant sa responsabilité à ce titre. Le parc fourrière situé à THURINS (69) sera clos et gardé.

Le GARAGE DE LA COLLINE fera son affaire des litiges éventuels pouvant survenir avec les propriétaires de véhicules. En aucun cas la responsabilité de la commune ne pourra être recherchée.

#### **ARTICLE 9 – DURÉE DU CONTRAT**

Le présent contrat est conclu pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature.

#### **ARTICLE 10 – FIN DU CONTRAT**

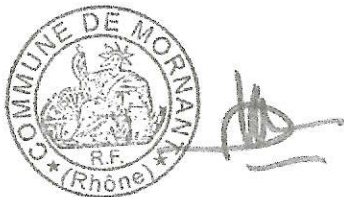
Toute partie pourra dénoncer le présent contrat par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au moins 2 mois avant la date d'échéance.

#### **ARTICLE 11 – LITIGES - COMPETENCE**

En cas de litige, les parties conviennent de donner compétence aux tribunaux du ressort duquel dépend la ville de Mornant.

A Mornant, le

Pour la commune de Mornant,  
Le Maire,



Renaud PFEFFER.  
(Précédée de la mention  
manuscrite "lu et approuvé")

Thurins, le

Pour le GARAGE DE LA COLLINE,  
Le gérant,

*lu et approuvé*  
A large, stylized handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Nicolas Auger', is written over the text 'lu et approuvé'.

Nicolas AUGER.  
(Précédée de la mention  
manuscrite "lu et approuvé")

## AVENANT N°1 AU CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE POUR L'ENLÈVEMENT ET LA MISE EN FOURRIÈRE DES VÉHICULES

Le présent avenant de la convention de délégation de service public est conclue :

Entre,

D'une part,

La commune de Mornant représentée par son maire, Monsieur Renaud PFEFFER, agissant en vertu de la délibération n° 54-25 du conseil municipal en date du 30 juin 2025, ci-après dénommée « la commune »,

D'autre part,

Le Garage De La Colline, 13 route de la Vallée du Garon, 69 510 THURINS,

Adresse mail : [garage.colline@orange.fr](mailto:garage.colline@orange.fr)

Titulaire de l'agrément n°69.22.07, délivré par la Préfecture du Rhône,

Représenté par Monsieur Nicolas AUGER en sa qualité de dirigeant, ci-après dénommé « le gardien de fourrière » ou « le prestataire »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

### **Article 1 - Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de préciser les responsabilités de chaque partie, de définir les conditions dans lesquelles le gardien de fourrière assurera, pour le compte de la commune, l'intervention, la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile. Celles-ci s'effectuent, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, selon le Code de la route aux articles L325-1 à L325-14 et aux articles R325-1 à R325-52 ainsi que par le Code pénal à l'article R635-8 et du Code de l'environnement l'article L541-21-3

La prescription de mise en fourrière s'effectue soit par un officier de police judiciaire, territorialement compétent de la gendarmerie soit par l'agent de police judiciaire adjoint, Chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions, territorialement compétent ou soit par le Maire de la commune.

### **Article 2 - Obligation du gardien de fourrière**

Le gardien de fourrière s'engage à ouvrir ses bureaux pour la remise des véhicules du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et à procéder :

#### **2-1 : A l'enlèvement des véhicules en cas :**

- D'entrave à la circulation, pour stationnement irrégulier, gênant, abusif ou dangereux



- De véhicules semblant privés des éléments indispensables à son utilisation normale
- De non-respect des règles de sauvegarde de l'esthétique des sites et des paysages classés
- De non-respect des règles de circulation dans les sites naturels
- De non-respect des obligations liées au contrôle technique
- De non-conformité du véhicule et de ses équipements
- De véhicule abandonné dans un lieu public ou privé
- De véhicule hors d'usage (épave)
- D'infraction grave ou pouvant entraîner la confiscation du véhicule
- Dans le cadre de l'ouverture du marché hebdomadaire du vendredi

## **2-2 : A assurer les opérations :**

- D'enlèvement des véhicules dans les **3 heures** à compter de la réception de l'appel, pour les véhicules en stationnement interdits ou gênants, le stationnement gênant le jour du marché hebdomadaire et pour les épaves présentant un danger pour autrui
- D'enlèvement des véhicules dans un délai de **24 heures**, à compter de la réception de l'appel, pour les véhicules en stationnement abusifs ou les véhicules épaves ne présentant pas de danger pour autrui,
- De gardiennage des véhicules
- De remise des véhicules à la destruction, ou pour aliénation, au service des Domaines ou à une entreprise de démolition pour destruction lorsqu'il y a lieu et selon la réglementation en vigueur,
- D'enregistrement des données relatives aux véhicules mis en fourrière dans la base de données SI Fourrière
- De tenue des registres lors de l'entrée des véhicules mis en fourrière, leurs sorties, les décisions de mainlevée et le cas échéant, les décisions de remise à l'administration chargées des domaines ou à l'entreprise de destruction
- De restitution du véhicule à son propriétaire ou à son conducteur dès que ce dernier produit l'autorisation définitive de sortie de fourrière et s'est acquitté des frais de mise en fourrière, d'enlèvement et de garde

## **Article 3 : Agrément de gardien de fourrière**

Il est rappelé que la fonction de gardien de fourrière est incompatible avec une activité de destruction ou de retraitement de véhicules usagés.

L'agrément préfectoral, délivré le 21 avril 2022, est accordé au prestataire pour une période de cinq ans à compter de la date de l'arrêté, dont copie est annexée au présent avenant. Il est personnel et inaccessible.

Le prestataire est tenu d'informer immédiatement et sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, la commune de toute modification susceptible d'avoir une incidence sur la validité dudit agrément

## **Article 4 - Obligation de la commune**

Lors des opérations de mise en fourrière, le service de police municipale s'engage :

- À effectuer les vérifications tendant à déterminer s'il s'agit d'un véhicule volé, à communiquer la fiche enlèvement et la réquisition.
- À transmettre au prestataire la réquisition de mise en fourrière ainsi que la fiche descriptive du véhicule
- À transmettre le procès-verbal de mise en fourrière au préfet via l'officier de police judiciaire territorialement compétent
- À transmettre au propriétaire la notification de mise en fourrière par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception dans un délai maximal de cinq jours ouvrables suivant la mise en fourrière du véhicule
- À transmettre la mainlevée à l'issue de la présentation par le propriétaire ou le conducteur de la souscription d'une assurance conforme et du permis de conduire en cours de validité correspondant à la catégorie du véhicule concerné

Les dispositions des articles 5 à 11 du contrat initial restent valides et continueront de s'appliquer jusqu'à l'échéance du 29 janvier 2029.

Fait à Mornant, le ...

Le Maire,

Garage de la Colline,

Renaud PFEFFER

Nicolas AUGIER



Conseil municipal du 30 juin 2025

**Délibération n°55-25**

Objet : Création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD)

*Date de convocation : 24/06/2025*

*Affichage de la liste des délibérations : 02/07/2025*

*Présidence : Renaud PFEFFER – Maire*

*Secrétaire élu : Sébastien PONCET*

*L'an deux mille vingt-cinq, le trente juin à 20 heures, en salle du conseil municipal,*

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Véronique ZIMMERMANN – Alain DUTEL - Jean-Marc MACHON – Jocelyne TACCHINI – Serge CAFIERO - Anne-Laurence OLTRA – Anne-Catherine BLANC VALETTE – Sébastien PONCET - Julie GUINAND-BOIRON - Fatira RULLIERE – Anne BLANCHET - Laure PIQUERAS.

**Membres représentés :**

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES  
Patricia BONNET-GONNET a donné pouvoir à Serge CAFIERO  
Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Jean-François FONTROBERT  
Véronique MERLE a donné pouvoir à Anne-Catherine BLANC VALETTE  
Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Loïc BIOT  
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER  
Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN  
Raphaëlle GUERIAUD a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

**Nombre de conseillers**

**En exercice :** 29

**Présents :** 21

**Votants :** 29

**I. LE CONTEXTE**

Vu la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, qui dispose qu'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) doit être créé dans les communes de plus de 5 000 habitants ;

Présidé par le Maire, le CLSPD « constitue le cadre de concertation privilégié sur les priorités de lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans la commune.

*Il favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.*

*Il assure l'animation et le suivi du contrat local de sécurité lorsque le maire et le préfet de département, après consultation du procureur de la République et avis du conseil, ont estimé que l'intensité des problèmes de délinquance sur le territoire de la commune justifiait sa conclusion.*

*Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévues dans le cadre de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville définie à l'article 1er de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.*

*A défaut des dispositifs contractuels susmentionnés, le conseil local peut proposer des actions de prévention ponctuelles, dont il assure le suivi et l'évaluation ».*

Les communes peuvent ainsi définir à leur échelle des actions correspondant aux problématiques du territoire (instance de concertation). Une mise à jour de l'audit sécurité sera demandée au bureau d'analyse et de prévention de la délinquance de la Préfecture.

La composition du CLSPD est fixée par arrêté du Maire.  
Sont membres de droit :

- 1° Le représentant de l'Etat ou son représentant ;
  - 2° Le procureur de la République ou son représentant ;
  - 3° Le cas échéant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de dispositifs locaux de prévention de la délinquance et dont la commune est membre ou son représentant.
- Peuvent être désignés membres dudit conseil :
- a) Des représentants des services de l'Etat désignés par le représentant de l'Etat dans le département ;
  - b) A leur demande, les parlementaires concernés ;
  - c) Des représentants d'associations, d'établissements ou d'organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des transports collectifs, de l'action sociale ou des activités économiques désignés par le président du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, après accord des responsables des associations, des établissements ou des organismes dont ils relèvent ;
  - d) Des personnes qualifiées peuvent être associées aux travaux du CLSPD.

Le CLSPD se réunit selon les modalités suivantes :

- En formation plénière : la réunion de l'instance en formation plénière doit obligatoirement intervenir au moins une fois par an (article D.132-9 du Code de la sécurité intérieure). Le conseil se réunit également en formation plénière « *de droit à la demande du préfet de département ou de la majorité de ses membres* » (article D.132-9 précité).
- En formation restreinte : « *il se réunit en formation restreinte en tant que de besoin ou à la demande du préfet de département dans les conditions prévues par son règlement intérieur* » (article D.132-9 précité).



Un règlement intérieur sera rédigé ultérieurement.

## II. LA PROPOSITION

Il est proposé au conseil municipal de créer un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et d'autoriser Monsieur le Maire à en fixer la liste des membres par arrêté.

La commission *Ressources*, réunie le 16 juin 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

## III. LA DÉCISION

Où l'exposé de Sébastien PONCET,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE CREER** un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à arrêter la liste des membres de ce Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ce dossier.

Mornant, le 30 juin 2025.

Le secrétaire de séance,

Sébastien PONCET

Le Maire,

Renaud PFEFFER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.